

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAMEDI 1^{er} AVRIL 1978 - N°669

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76 1,70 F

Marchais à l'Elysée

LE PCF TOUJOURS DANS L'IMPASSE

Alors que le PCF, jusqu'à présent, avait refusé des visites de ce type, condamnant ceux qui s'y prêtaient, il est allé cette fois à l'Elysée, se prétendant «porteur des grandes priorités nationales».

On ne voit pas très bien ce que les travailleurs pourraient en attendre. On voit sans doute mieux ce que le PCF aurait à perdre à refuser cette invitation : il se serait retrouvé de nouveau isolé dans le champ politique français. Cette visite à l'Elysée est révélatrice des problèmes que rencontre le PCF pour reprendre l'initiative politique.

(Lire en page 3)

Barre succèdera à Barre

HAUSSE DES PRIX GENERALISEE

Les documents exclusifs que nous avons publiés ces derniers jours annonçaient clairement la couleur : une nouvelle cascade de hausse des prix est imminente, c'est confirmé aujourd'hui. Pour se justifier, la bourgeoisie affirme

qu'il faut «poursuivre le redressement économique et pratiquer une politique de «vérité des prix».

On parle d'une hausse des tarifs de l'EDF vois-

nant les 10 %, mais aussi des tarifs SNCF et de la plupart des «services publics». L'objectif essentiel étant de «diminuer la participation de l'État au budget de ses entreprises». Reprenant par ailleurs une proposition du PS, le gouvernement envisagera probablement d'alléger les charges sociales payées par les entreprises.

Non à l'occupation sioniste du Sud-Liban !

Au Sud-Liban, les troupes sionistes d'occupation et les casques bleus semblent faire bon ménage. Alors que la résolution du conseil de sécurité préconisait le retrait israélien avec l'arrivée des casques bleus, c'est sous leur œil bienveillant que l'armée israélienne contrôle les voies de communications et tente de constituer avec les fascistes libanais, une «armée du Sud-Liban».

Une déclaration, le mouvement national libanais dénonce notamment le rôle qu'entend jouer la France au Liban, le pouvoir giscardien essayant d'utiliser la couverture des casques bleus, pour intervenir plus largement dans les affaires intérieures de ce pays, et contribuer à la liquidation des forces libanaises progressistes et de la Résistance palestinienne.

(Lire en pages 6 et 12)

Au sud du fleuve Litani, casques bleus et troupes sionistes, côte à côte...



En retour, les augmentations des bas salaires, dont le gouvernement clame bien haut son intention, ne doivent pas faire illusion, elles resteront limitées. Officiellement, afin d'éviter l'effet en cascade, c'est-à-dire la répercussion sur les autres salaires.

Avant même que le nouveau gouvernement ne soit désigné - il le sera incessamment - chacun sait déjà que l'ouverture politique aura au moins pour résultat de faire passer la continuité en matière d'austérité. Toutes ces réalités imposent de prendre la seule voie pour ne pas subir le troisième plan Barre comme les deux premiers : celle de la lutte résolue pour nos revendications.

SOUTIEN TOTAL
aux peuples
palestinien et
libanais contre
l'agression
sioniste

Manifestation
Samedi 1^{er} avril
15 h
Place de la République

A l'appel des organisations politiques, estudiantines et ouvrières arabes en France, et de l'Association médicale franco-palestinienne, l'Humanité rouge, la Ligue communiste révolutionnaire, l'Organisation communiste des Travailleurs, le Parti communiste révolutionnaire (ml), l'Union des communistes de France (ml).

Flagrant délit pour un pétrolier soviétique

Un «chacal», un de ces pétroliers qui profitent de la marée noire pour dégazer en douce, a été surpris pendant qu'il effectuait son odieuse besogne au large de Calais jeudi soir. Il s'agit d'un pétrolier, soviétique de Batumi, l'*Aktan*, qui partait de Dunkerque pour rejoindre Dieppe.

Une lettre d'Aldo Moro

Une lettre parvenue mercredi aux journaux italiens et adressée au ministre de l'Intérieur Cossiga, semble bien avoir été écrite par le chef de la démocratie chrétienne, détenu depuis quinze jours par les «Brigades rouges». Dans cette lettre, Aldo Moro souhaite être échangé avec les membres des «Brigades rouges» actuellement en procès à Turin.

Le Vatican s'est déclaré prêt à jouer le rôle d'«intercesseur».

Carter au Nigéria

Vendredi, le président américain est au Nigéria. Ce pays africain, peuplé de 80 millions d'habitants et septième producteur mondial de pétrole, est considéré comme la «charnière» de l'Afrique par l'administration Carter. C'est dans la capitale de ce pays, avec lequel les États-Unis entretiennent d'étroites relations économiques, que Carter entend s'adresser au continent africain tout entier, pour tenter de maintenir les positions américaines, aussi bien contre la volonté de libération des peuples que face à la poussée du social-impérialisme.

Dans ce numéro

Spécial 4 pages
UOPDP

La mobilisation
politique contre
les responsables
de la marée noire

**abonnez-
VOUS
abonnez
vos amis**



**LA CARTE D'ABONNE AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT**

A un abonnement à :

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCR ml.
- *Pékin Information*.
- *La Chine en construction*.
- Réception du *Manifeste pour le Socialisme*.

et à un livre ou un disque au choix :

Le tome V de Mao Tsé-toung.

- Ou parmi les livres :
- *Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un communiste* (Paule Lejeune)
- *La Commune en bandes dessinées*
- *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed)
- *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran)
- *Danger ! Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu, CFDT, CGT, FEN)
- *La Commune de Paris* (Lissagaray)
- *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc)
- *L'usine de la peur* (Daniel Bouvet)
- *Salaire aux pièces*
- *L'électro-nucléaire* (CFDT)
- *Nucléaire, danger immédiat*
- *Les écoles rurales, quel avenir ?*

Parmi les disques :

- *Kan Bale lu poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons.
- *Viva la Vida*, Carlos Andreou.
- *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balatine.
- *Radio Renaissance*, chants interprétés par le GAC.
- Au choix, disques chiliens : *Checca* *Chile* *Resistencia*
- *Naussac*
- *La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants*.
- *Ki Du* (Gilles Servat)
- *Ça branle dans le manche* (François Tusques)
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat)
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques)

**Sur présentation
de la carte «abonné-ami»
du Quotidien du Peuple**

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

Nom (en capitales)
Prénom
Ville

Date :

- Abonnement normal . 350 F
- Abonnement de soutien 600 F
- ... F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages.

POLITIQUE

La presse après les élections :

**● FRANCE SOIR CHANGE ENCORE
DE MAINS
● L'AVENIR S'ASSOMBRI
POUR LE MATIN**

● Au cours de l'année 1977, de grands remous avaient agité la presse. Il s'agissait bien évidemment de préparer les élections. Celles-ci passées, la presse parisienne est à nouveau reprise dans un grand remous, chaque journal redéfinissant ses orientations politiques en fonction du résultat du scrutin de mars.

C'est *France Soir* qui semble subir les contre-coups les plus immédiats des élections. Sous la houlette de Hersant, *France Soir* avait comme objectif — de même que l'ensemble des journaux de la presse Hersant — d'être le porte-parole de la droite, la gauche étant au gouvernement. Il y a donc nécessité pour lui de redéfinir son orientation, et surtout de se situer par rapports aux deux grands courants de la majorité, UDF et RPR. Bettencourt d'une part, et Dassault d'autre part, sont sur les rangs. Quant à Robert Hersant, il ne serait pas fâché de se débarrasser

d'un journal qui non seulement ne peut plus lui apporter les satisfactions qu'il attendait (lutter contre un gouvernement de gauche), mais aussi dont la possession le met en fâcheuse posture. En effet, si Hersant a pu jusqu'ici bafouer les lois, en particulier cette ordonnance de 1944 qui interdit la possession de plusieurs quotidiens, c'est parce qu'il bénéficiait de l'immunité parlementaire. Battu à Neuilly, Hersant perd du coup cette protection, et court le risque de poursuites que le gouvernement pourrait entamer contre lui, ne serait-ce que pour montrer sa bonne

volonté en matière d'ouverture.

Garder, au seul titre des quotidiens nationaux, *Le Figaro*, et se «contenter» du secteur imprimerie de *France Soir*, voilà qui semble convenir à Hersant.

Il n'y a pas que *France Soir*, qui va subir directement les contre-coups des élections. *Le Matin*, qu'on a coutume de considérer comme un journal officieux du PS, se trouve lui aussi en fâcheuse posture. *Le Matin* a été ouvertement créé pour soutenir les efforts du parti socialiste. Au regard des moyens qu'il a engagés, sa vente ne lui permet pas d'équilibrer son budget. Perdriel, son directeur, estimait le déficit du *Matin* à 5 ou 600 millions anciens, et ce au mois de février. Une bonne partie des ressources provenant du secteur imprimerie, qui avait

pris en charge le tirage de... *J'informe*. Ce dernier ayant disparu, et la gauche ayant perdu, *Le Matin* se trouve devant des difficultés financières de plus en plus énormes.

Les ventes ne suffiront pas à combler le trou, surtout si l'on considère qu'au moment de la rupture de la gauche, *Le Matin* de son propre aveu, avait perdu quelques 5 000 lecteurs.

La seule solution du *Matin*, s'il ne veut pas disparaître, est d'assurer le tirage en photocomposition d'autres journaux, qui ne disposent pas encore de ces moyens modernes. En un mot, *Le Matin*, journal de «gauche», ne peut faire autre chose qu'attendre que la crise du Livre se développe pour avoir une chance de subsister. Singulier espoir !

RIFI AU RPR

Les tentatives de Giscard pour semer la zizanie au sein du RPR semblent avoir un certain succès. L'opposition de Chirac à l'ouverture de Giscard ne pouvait avoir d'efficacité que dans le cas d'une position monolithique du RPR. Des mesures pour sauvegarder cette unité ont déjà été prises par Chirac : des réunions régulières avec tous les élus RPR permettent de les contrôler ; l'interdiction du cumul des fonctions de ministre et de responsabilités à la direction du RPR permet de dégager la direction du RPR des posi-

tions personnelles que pourraient prendre certains membres de ce parti appelés à des fonctions ministérielles (ce pourrait être le cas de gens comme Chaban-Delmas ou Peyrefitte). Ces mesures de précaution n'ont pas empêché que les divergences ne commencent à s'exprimer en des termes fort vifs, à l'occasion de la question de la candidature à la présidence de l'Assemblée. La candidature de Chaban-Delmas, malgré ses vertueuses protestations d'innocence, est à n'en pas douter un moyen dont dispose l'Elysée pour divi-

ser le groupe RPR. On connaît les positions de Chaban, favorable de longue date à une ouverture à gauche de la majorité. Les dernières péripéties de cette histoire de perchoir montrent les difficultés importantes du groupe RPR à dégager une position commune. Après l'annonce des candidatures d'Edgar Faure et de Chaban, puis de celles de Nungesser, le groupe RPR devait décider d'une candidature unique. Au cours d'une séance organisée des députés RPR, Chaban-Delmas a refusé de retirer sa candi-

dature, malgré les pressions de Chirac, et est parti en claquant la porte : évitant de la soumettre au groupe RPR, il la présentera devant l'Assemblée Nationale, lundi. Mais Edgar Faure, resté seul en lice, et patronné par Chirac, n'a recueilli sur son nom que 109 voix (sur 152 députés RPR). L'autorité de Chirac n'a pas réussi donc à s'imposer complètement : de plus, cette frange de récalcitrants ou d'hésitants laisse la possibilité que Chaban-Delmas se fasse élire, si l'UDF décidait de le soutenir.

**Les conseils de Maire à Giscard
pour lutter contre l'absentéisme**

Le numéro de cette semaine de *Syndicalisme hebdo*, organe de la CFDT, publie les déclarations liminaires faites par Edmond Maire lors de sa visite à l'Elysée. Il y a particulièrement insisté sur la nécessité qu'il y aurait, selon lui, à un déblocage dans le style des relations entre syndicats et patronat. Il y va, pour lui, de la bonne marche de l'économie, tout autant que d'un bon fonctionnement du syndicalisme !

«Chaque demande présentée par notre organisation syndicale est considérée par nos interlocuteurs comme appelant un bouleversement fondamental. Il s'agit là d'une attitude extrêmement répandue qui

bloque très rapidement les discussions et conduit les militants syndicalistes à considérer qu'effectivement nous sommes dans une société bloquée et que tout changement renvoie à des transformations fondamentales. Ce type d'objections patronales ou gouvernementales à la moindre de nos propositions relève à l'évidence d'une volonté de nier le rôle du syndicalisme et ne repose sur aucune réalité (...). Lorsque l'on voit, par exemple, le refus du patronat, maintenu jusqu'ici, d'accepter que les travailleurs puissent librement s'exprimer sur leurs conditions de travail dans l'entreprise pour modifier tout ce qui peut l'être, nous

sommes convaincus que c'est ouvrir la voie à un refus des jeunes vis-à-vis du travail, qui peut d'ailleurs beaucoup plus mener à des attitudes de révolte individuelle, d'absentéisme, de freinage de la production, qu'à un engagement bénéfique dans la construction de l'avenir ou qu'à une attitude d'action syndicale positive...»

**Demande de contact
avec le PCR ml**

Nom, prénom
Profession
Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225.
75 924 Paris Cedex 19

● LA TOURNÉE DES SALONS EST TERMINÉE

● LES DIFFICULTÉS COMMENCENT POUR GISCARD

Le marathon élyséen est maintenant terminé. Tour à tour, Maire, Ségué, Ceyrac, Chirac, Lecanuet, Mitterrand, Marchais, Fabre et quelques autres ont fréquenté le salon giscardien. Annoncées dans la semaine qui a suivi la victoire de la droite, ces consultations ont fait grand bruit, et ont permis à de zélés commentateurs d'y voir une recomposition du paysage politique.

En fait, et si l'on s'en tient à la partie connue de ces entretiens, les langages ont été fort différents : les dirigeants syndicaux ont demandé des négociations, et le président du CNPF, plus de liberté pour les patrons. Chirac a souhaité une stabilisation de la majorité, et Lecanuet son ouverture. Mitterrand a

réclamé des présidences dans certaines commissions parlementaires, et Marchais a réaffirmé, quelle surprise, qu'il était dans l'opposition. Les visiteurs de l'Élysée ont cependant un point commun : après avoir exposé leurs souhaits, ils ont tous déclaré attendre les actes. Voilà bien le maître-mot. Le temps des discussions passé, Giscard va devoir agir. D'abord en désignant un nouveau gouvernement, dont la composition risque bien d'avoir autant d'importance que le nom du Premier ministre. Barre probablement. Ensuite, en donnant des gages de sa bonne volonté à ceux des politiciens de gauche qui l'attendent, sans pour cela braquer un RPR qui risque de se raidir devant

les difficultés qui sont les siennes aujourd'hui. Enfin, Giscard va devoir prendre des mesures économiques. Les révélations que nous avons faites à ce sujet (voir QdP des 30 et 31 mars) indiquent que si Ceyrac gardera le sourire, les dirigeants syndicaux auraient quelque hypocrisie à garder le leur.

Les différents clans de la bourgeoisie ont beaucoup promis, beaucoup menti durant la campagne électorale. Ils ont ensuite beaucoup parié. On sait déjà ce qu'ils vont faire, comme on sait déjà qu'il faut engager la lutte contre eux.

Le PCF dans l'embarras

Après la défaite électorale de la gauche, le parti de Marchais se trouve dans une situation des plus délicates. Une fois de plus, il a manqué l'occasion d'arriver au gouvernement, alors que le moment était des plus favorables. Le programme commun, qui n'a pas été réactualisé, n'existe plus de fait, et le Parti socialiste se sent les coudées plus franches. Sans programme commun, l'union de la gauche prendra des formes certainement moins contraignantes pour le PS. Aux prochaines élections (les présidentielles de 1981), le PCF a annoncé qu'il présenterait un candidat. Dans ces conditions, ce qui va prédominer au sein de la gauche, ce sera bien la concurrence plutôt que l'unité. Il n'y aura guère de place pour l'élaboration d'un programme commun de la gauche, ce qui enlève au PCF des garanties pour la mise en place de son projet.

La défaite de la gauche crée aussi de sérieuses difficultés au PCF dans ses rapports avec les masses. Depuis des années, il avait

présenté la venue de la gauche au pouvoir comme l'unique solution. C'est au nom de cet objectif que les travailleurs avaient été appelés à modérer leurs luttes pour ne pas indisposer les couches petites-bourgeoises. Aujourd'hui, le PCF n'a guère d'autre solution que d'appeler, au moins en paroles, à la lutte.

L'acceptation de l'invitation de Giscard est une manifestation de la faiblesse politique du PCF dans la période. Il ne peut évidemment rien attendre de sa visite à l'Élysée pour la mise en place de son projet. Mais refuser cette invitation alors que les autres dirigeants de la gauche l'avaient acceptée, ce la aurait signifié pour le PCF de se présenter comme le seul parti d'opposition irréductible et de marquer de façon encore plus ouverte la cassure de l'union de la gauche.

Le PCF en était incapable : actuellement, après l'échec des législatives, il n'a pas encore été en mesure de définir sa tactique.

EXTRAITS DE LA DÉCLARATION DE MARCHAIS SUR LE PERRON DE L'ÉLYSÉE

« Ces consultations relevaient d'une interprétation des prérogatives présidentielles qui ne sauraient avoir notre approbation, j'ai tenu à exposer à M. Giscard d'Estaing les grands problèmes qui devraient, selon nous, retenir l'attention prioritaire du gouvernement (...).

Nous sommes donc résolument dans l'opposition, aux côtés de tous ceux qui ont exprimé leur volonté de changement démocratique en soutenant le Programme commun (...).

J'ai dit au président de la République que la crise ne pouvait, en aucun cas, servir d'excuse aux énormes inégalités qui existent dans notre pays (...).

J'ai exposé les mesures urgentes qu'il convenait de prendre, (...) la lutte contre le chômage, qui exige de prendre les mesures indispensables pour sauvegarder l'emploi des jeunes et sauver les entreprises menacées.

En second lieu, j'ai dit au chef de l'État que notre Parti a pour préoccupation fondamentale le développement de la démocratie. (...) Et il s'agit là d'un domaine qui est bien de la compétence du président de la République, gardien de la Constitution. (...)

Il faut assurer la participation des travailleurs et des citoyens à l'exercice des responsabilités à tous les niveaux - dans l'entreprise, la cité, la région. Il faut assurer une information radio-télévisée plus objective, (...) appliquer à toutes les élections la représentation proportionnelle, donner aux régions et aux communes des prérogatives et des moyens permettant la mise en œuvre d'une véritable décentralisation. Il faut garantir l'exercice des libertés démocratiques dans les départements et territoires d'Outre-mer. Il faut permettre aux représentants de l'opposition de jouer un rôle actif dans la vie du Parlement.

J'ai enfin souligné l'importance (...) que devrait jouer notre pays dans la recherche de la détente, de la paix, du désarmement.

Le PCF (...) poursuivra ses efforts en faveur de l'union de la gauche, du rassemblement populaire le plus large.

Ségué est allé faire son métier

Une heure de discussion avec Giscard, à peine 5 minutes de moins que Lecanuet reçu juste avant, voilà ce à quoi a eu droit jeudi matin la délégation de la CGT conduite par Ségué et Krasucki, qui avaient quitté la réunion du Conseil fédéral de la CGT pour se rendre à l'invitation présidentielle. La délégation a remis une note au président, note reprenant les principales revendications de la CGT, sur le pouvoir d'achat, l'emploi, les conditions de travail. Mais sur le perron de l'Élysée, et sans doute au cours de la discussion avec Giscard, il a surtout été question de débloquer

les négociations, qui sont, d'après Ségué, le pilier du « métier » de syndicaliste. En refusant toute l'année précédente de négocier, Giscard et Barre ont donc empêché Ségué de faire correctement son métier, et cela doit changer. Le problème demeure de savoir comment des négociations pourraient s'engager aujourd'hui sur d'autres bases que sur celles d'un plan d'austérité du prochain gouvernement. Car pour l'instant, aucune mobilisation n'est prévue, et du côté de la CGT comme de la CFDT, on donne un délai plus ou moins long à Giscard pour faire ses preuves...

(...) « Nous n'avons pas imaginé un SMIC à 2 400 F à l'intention d'un éventuel gouvernement de gauche. C'est une revendication qui se pose au CNPF tel qu'il est et au gouvernement quel qu'il soit. Il n'est pas question pour nous de modifier cette revendication ou d'en étendre l'application sur des délais trop longs (...).

Nous allons savoir maintenant si la possibilité de négocier les grands problèmes sociaux nous sera ou non donnée. Dans l'hypothèse où aucune réponse ne serait portée à notre connaissance dans des délais très brefs, (...) on pourra se poser des questions sur les véritables intentions du président de la République (...).

Nous sommes prêts à négocier quelle que soit la couleur politique (...) de notre interlocuteur. Nous avons l'habitude d'être des syndicalistes réalistes mais exigeants. Nous l'aurions été avec un gouvernement de gauche. Nous le sommes avec un gouvernement de droite (...).

Lecanuet à l'Élysée : les piliers de « l'élargissement » de la droite

Lecanuet était jeudi matin le premier visiteur de Giscard. C'était la première fois que celui-ci était reçu depuis qu'il est parvenu à se faire nommer président du nouveau groupe parlementaire. Dans la déclaration qu'il a faite en sortant du palais présidentiel, Lecanuet a longuement insisté sur « les réformes sociales » qu'il est nécessaire selon lui d'engager.

Cette insistance sociale, un peu suspecte pour une équipe qui impose l'austérité depuis plusieurs années maintenant, s'explique pourtant. Les centristes de l'UDF n'ont pas en effet d'autres moyens pour « élargir la majorité » que de se donner un visage « social ». Par ailleurs cette ouverture doit s'accompagner de mesures politiques,

l'UDF doit aussi faire un certain nombre de concessions sur le plan du pouvoir. C'est la raison pour laquelle l'UDF s'est affirmée favorable à ce que « l'opposition puisse disposer d'une présence à la tête des grandes commissions parlementaires ». A l'évidence le cartel centriste fait tout ce qu'il peut

pour préparer un ralliement « honorable » d'une partie de la gauche. Ce projet cependant se heurte à l'hostilité virulente d'une bonne part du RPR. Or, Giscard ne peut d'emblée passer outre son point de vue. La dislocation de l'Union de la gauche prenant quand même un peu de temps...

« Nous avons exprimé au président de la République les aspirations de l'UDF à des mesures tendant à accentuer (...) la justice sociale dans notre pays, tout en tenant compte, bien entendu, des grands équilibres économiques. (...) Nous avons reçu du président de la République un accueil empressé, qui nous encourage à développer notre action. (...) Nous avons également évoqué le problème des relations avec l'opposition. Nous souhaitons que la France ait un avenir politique beaucoup plus décontracté, permettant les échanges dans le respect de chacune des formations politiques. (...) »

Fabre : sans doute pas de ralliement ouvert tout de suite

Depuis la déclaration de Fabre au soir du second tour, se disant délié des engagements du Programme commun les spéculations vont bon train pour savoir si le MRG va se rallier à la majorité. Les choses n'iront sans doute pas aussi vite. Et on n'aura sans doute pas de réponse définitive avant le Congrès extraordinaire de ce mouvement qui se tiendra les 20 et 21 mai. Les déclarations faites par différents porte-parole du MRG réaffirment que celui-ci restera dans l'opposition, mais « une opposition constructive ». Pas question donc de ralliement immédiat à Giscard : le MRG, parti de notables (la moitié de ses adhérents sont des élus), a tiré la leçon d'expériences

comme celle de Brousse, qui, alors maire de Béziers, a rallié la majorité giscardienne, ce qui lui a valu, aux municipales de perdre la mairie.

S'il est donc peu probable que le MRG rallie rapidement la majorité, il n'en reste pas moins qu'il prend ses distances vis-à-vis de la gauche. Non seulement bien sûr du PCF, auquel, comme le PS, il impute la responsabilité de l'échec de la gauche. Mais aussi du PS, dont il est souvent apparu comme un pâle appendice : c'est l'affirmation de la nécessité du « renouveau du courant radical ». Le bruit court même que le MRG envisagerait de présenter son

propre candidat aux présidentielles. Cette prise de distance vis-à-vis de la stratégie de l'Union de la gauche peut évidemment être la porte ouverte à une intégration progressive à la majorité.

« Il y a trente mois, presque jour pour jour, j'avais accompli la même démarche que celle d'hier sans résultat apparent. J'ai plaidé, au cours de mon entretien avec le président de la République, les mêmes causes. Et j'ai mis en garde le président de la République. Ce n'est pas parce que nous aurons des relations souriantes et courtoises entre nous que tous les problèmes seront réglés. »

Caisses d'Allocations familiales (Paris)

Après le blocage du CNPF, coup de poignard de FO : «ON NOUS CONDUIT A L'IMPASSE»

Le 29 janvier, les 2 000 ATHQ de la région parisienne se mettaient en grève pour obtenir le niveau 6 pour tous soit une augmentation de 250 à 300 francs par employé. Mais il s'agit surtout d'obtenir la reconnaissance d'une qualification qu'ils jugent minimale, vu leur travail. Les ATHQ sont chargés de trier les dossiers des allocataires de façon à les préparer au traitement informatique. «Un travail abrutissant, complètement idiot et qui devient de plus en plus compliqué avec la création de nouvelles prestations comme le complément familial... sans compter que les allocations sont vraiment minables».

C'est ce qui explique leur très grande détermination. C'est bien la première fois qu'ils partent pour aussi longtemps et aussi unis. Après 59 jours de grève, on compte encore la moitié de grévistes ATHQ dont la plupart sont des femmes, comme bien souvent dans les administrations pour les tâches de gratte-papiers.

Finalement ce qu'elles veulent, c'est vivre décemment, donc avec au minimum 2 400 F, et qu'on les respecte dans leur travail. Voilà ce que signifie pour elles le niveau 6 dont la connotation un peu catégorielle — mais non corporatiste — n'a échappé à personne.

Aujourd'hui, après ces 59 jours de grève pendant lesquels les grévistes se

sont heurtés à la politique de la porte fermée du pouvoir, voilà que de nouveaux rebondissements amènent à se poser une question : qui veut mener les grévistes à l'impasse et pourquoi ?

Mercredi en effet, une réunion du conseil d'administration extraordinaire de la CAF de la région parisienne était prévue afin de statuer sur les revendications des grévistes. Or l'absence du CNPF et de la CGC, confirmant mieux que toutes les belles paroles de Ceyrac la démagogie de leur «ouverture sociale», a compromis la réunion puisque le quorum n'était pas atteint.

Jeudi matin, chez les grévistes, les choses étaient claires : «Maintenant qu'on a vu une nouvelle fois qu'ils se moquent de nous, ça ne peut plus durer comme ça ; il faut durcir ou sinon c'est la reprise».

En effet les problèmes d'argent pour les traites, les loyers etc. commencent à peser sérieusement. «Sans perspective de faire aboutir nos revendications rapidement, ça va être difficile de ne pas faire reprendre les plus découragés».

Or à cette A.G. de jeudi où chacun était venu chercher des perspectives de lutte, voilà que FO annonce sans ambage qu'elle vient de signer un avenant national de l'UNCANSS et du mi-

nistère de la Santé prévoyant une promotion des agents de la Sécurité Sociale variant de 5 à 15 %. Avenant que toutes les organisations syndicales — hormis la CGC — avaient refusé de signer.

Pour FO, cet avenant «permettrait de trouver une solution pour le conflit en cours». Traduction clai-

Cet abandon par FO (35 % des voix du personnel) de la revendication principale a été largement hué le matin car il ouvre la voie de la division parmi les employés et offre ainsi au patronat et à l'Etat la brèche qu'ils attendaient impatiemment. Mais c'est aussi une brèche qu'attendaient les directions

proposent les fédérations syndicales pour accélérer le mouvement et répliquer massivement au mépris des patrons et du ministère de tutelle ?

Une prochaine rencontre devrait avoir lieu le 5 avril avec la direction. Or, chez une partie des employés largement actifs durant cette grève, l'idée de

vistes présents à l'AG, cette proposition n'est pourtant pas dans le goût des directions syndicales. La CGT se mit aussitôt à débattre sur «les actions irresponsables» tandis que FO acceptait mollement la proposition pour ne pas continuer à trop se déconsidérer. Quant à la CFDT, il fut surprenant de voir la fédération venir prendre le contrepied de sa section et s'aligner sur la CGT.

Pour un syndiqué CFDT «c'est tout à fait dans la logique de la confédération puisque pour E. Maire, il faut attendre 3 mois, pour juger de la bonne volonté du gouvernement. Ça l'embarasse en fait, notre grève». Cette levée de boucliers vient confirmer pour qui ne l'aurait pas encore compris, que les directions syndicales sont fort embarrassées d'une grève qui attaque de plein fouet le plan Barre et ne rentre pas dans leurs plans. Pourtant la proposition mise aux voix ne fut minoritaire que de 20 voix et traduit un courant de lutte encore très fort. À la CAF, la reprise n'est pas pour aujourd'hui. Pourtant on ne voit plus bien comment on va pouvoir imposer le niveau 6 alors que toutes les directions syndicales parlent de «compromis acceptable» et refusent les moyens d'être en position de force le 5 avril.

Déjà chez un certain nombre d'employés, on fait les comptes !

Corres. Paris



re d'un délégué FO : «Nous pouvons maintenant reprendre sans avoir tout perdu et continuer de demander le niveau 6». Beau compromis en effet que cette compromission que Bergeron est allé chercher à l'Elysée comme il n'a jamais manqué de le faire !

syndicales CGT, CFDT pour tenter de se blanchir d'une grève à laquelle elles refusent les moyens de gagner.

Car s'il est vrai que FO vient de trahir la revendication sur laquelle les grévistes branchent toute leur détermination, que

l'ordre du jour c'est d'y arriver en position de force et pour cela durcir la lutte. C'est ainsi qu'une jeune employée fit la proposition d'occuper les guichets faisant écho concrètement au tract de la section CFDT.

«Durcissons notre lutte !». Applaudie par une partie importante des gré-

Kodak Vincennes

6 MOIS DE GREVE POUR LA 5^e ÉQUIPE

Depuis 6 mois les postes 4x8 de l'usine Kodak à Vincennes sont en lutte pour le paiement des primes de fin d'année et de vacances calculées sur le salaire réel et non sur le salaire de base (qui ne prend pas en compte les heures majorées pour travail de nuit de dimanche, etc.) et pour la mise en place d'une cinquième équipe permettant la réduction du temps de travail à 33 h30, et la réduction des cycles.

A l'heure actuelle les postes 4x8 tournent en équipes continues de 6 h 30 à 14 h 30 de 14 h 30 à 22 h 30 et de 22 h 30 à 6 h 30.

Les cycles sont de 7 jours soit 56 h d'affilée et 2 jours de repos au bout du cycle. 2 autres jours de repos sont accordés toutes les 8 semaines.



Le bureau : le client doit être agréablement impressionné. Au fond à gauche, l'ancienne porcherie.

Les postes 4x8 sont 250 environ. Ils travaillent à la fabrication du film. (fabrication de l'émulsion photographique, fabrication du support du film, et

couchage de l'émulsion sur le support).

Les conditions de travail sont pénibles (noir absolu, chaleur, vapeur de solvants etc.).

Les formes de luttes adoptées : des débrayages réguliers, à raison de 2 heures par équipe le samedi quelquefois, c'est huit heures.

LES MOUVEMENTS MARQUANTS DE LA LUTTE

Les débrayages de huit heures la nuit de Noël et du jour de l'an obligent ainsi la direction à faire appel à des cadres et agents de maîtrise pour assurer la production de ces deux nuits. Evidemment comme tout ce monde là a appris à commander, mais pas beaucoup à travailler, la production qu'ils ont sortie a fini dans les poubelles de Kodak.

Une manifestation a été organisée dans l'usine le 16 février avec pancartes, sono, pour exiger d'être reçus par la direction.

C'était la première fois que cela se produisait chez Kodak.

Le 23 février ces postes 4x8 après une manifestation devant le siège social Kodak rue Villiot (gare de Lyon) toujours pour être reçus par la direction, finissent par en-

trer malgré les grilles fermées et les flics, et occupent le siège toute la nuit.

Aujourd'hui malgré les coups reçus (manifestation, débrayages, occupation du siège, campagne de presse) la direction Kodak qui est très sensible à son image de marque (chez Kodak les grèves ça n'existe pas !) tient bon.

Elle promet une «négociation» le 6 avril, mais ni les syndicats CFDT et CGT qui soutiennent et organisent la lutte, ni les gars n'y croient beaucoup.

Les travailleurs attendent tout de même les résultats du 6 avril pour décider ou non un durcissement sérieux de la lutte. Pour l'heure, les débrayages continuent suivis à 90 % environ et le 31 mars un gala de soutien est organisé à la mairie de Joinville à partir de 20 h.

Correspondance

union ouvrière ^{et} paysanne pour la **démocratie** **prolétarienne**

U.O.P.D.P. 3 rue Jean Robert Paris 18^e. Tél : 607.23.75.

Après la marée noire de l'«Amoco Cadiz»

LA COLERE BRETONNE



LA COLÈRE BRETONNE

ÉDITORIAL

Coincidence : au moment où l'imminence du deuxième tour des élections occupait le devant de l'actualité, l'échouage de l'*Amoco Cadiz* déclenchait la marée noire la plus dévastatrice, et de loin, qu'ait connue la France.

Bientôt, à Brest, la totalité des marins pêcheurs manifestent. Cela ne s'était jamais vu. Bientôt ils étaient plus de 20 000 : ouvriers, syndicalistes, marins-pêcheurs, travailleurs venus des environs et de nombreux jeunes, à former la plus puissante manifestation que l'on ait vue à Brest depuis 1968.

Quel décalage frappant entre les choix truqués des urnes, l'arithmétique des bulletins et la réalité, la proclamation d'une colère qui, à travers des exigences immédiates, met en accusation l'organisation même de cette société.

Ce qui a éclaté au grand jour, c'est l'incapacité, l'incurie, la faillite de la bourgeoisie qui nous gouverne. Ce sont souvent les mêmes, du genre Becam, qui viennent nous dire qu'ils ont pris des mesures radicales, que nous sommes encore très démunis face à de telles catastrophes, qui versent des larmes de crocodiles sur la pauvre Bretagne, et appellent, avec des trémolos dans la voix, Bellemare aidant, à la charité nationale. Mais ils ont eu onze ans pour se prémunir contre ce danger ! Onze ans depuis la marée noire du *Torrey Canyon*. Et entre temps, l'*Olympic Bravery*, puis le *Bohlen*. Onze ans, et ils n'ont rien fait, rien.

Alors pourquoi ? C'est la question qui se pose et qui doit être discutée. S'ils n'ont rien fait, c'est bien que courir ce risque faisait partie intégrante de leur système, de leur logique. Quand on a axé pendant des années la politique énergétique sur le pillage impérialiste du pétrole, alors on s'est placé dans la logique des grands trusts pétroliers, de leur course effrénée pour poursuivre ce pillage, augmenter les profits : lancer sur les mers des tankers géants, c'est réduire les coûts de fret, les coûts en personnel ; c'est gagner de l'argent ; raser les côtes, c'est gagner du temps, donc de l'argent ; négocier jusqu'au dernier moment les frais de remorquage, c'est encore gagner de l'argent. Et cela, c'est sacré : nul ne peut aller contre, ni s'en mêler. Pas même la Marine nationale. Sauf après coup : une fois que le pétrolier est devenu épave, et que sa cargaison de naphte ravage deux cents kilomètres de côte, alors, ce n'est plus l'affaire de la Shell ! Aux braves Bretons de prendre la pelle et le seau et de faire leurs comptes !

Ah ! Il aurait fallu déplacer loin des côtes, les chenaux de navigateurs ! On y avait pensé, mais c'est compliqué, très long à obtenir. À qui le fera-t-on croire ? Comment ne pas voir que, là aussi, le risque a été accepté, consciemment, parce que les intérêts internationaux en jeu étaient trop puissants, trop imbriqués avec

les intérêts capitalistes en France même, pour qu'un gouvernement pense même à les contrecarrer. Face à cela, le danger de ruiner toute une population de pêcheurs, d'ostréiculteurs, de goémoniers, de saccager l'équilibre écologique de toute une région ne pèse pas lourd.

Ce sont les grandes compagnies pétrolières (française y compris) qui dictent leur loi en matière de navigation.

Une grande solidarité s'est développée en Bretagne, mobilisant côte à côte pêcheurs, paysans, ouvriers et jeunes. Et cette solidarité si manifeste, bien au-delà de la Bretagne, dans le pays, le gouvernement essaie de la travestir en un mouvement de charité contre une catastrophe naturelle, en quelque sorte.

Mais dans de nombreux villages côtiers, l'action menée ensemble contre le sinistre, c'est aussi la formulation d'exigences précises, et la discussion sur les causes véritables de la catastrophe. Dans plusieurs villes et localités de Bretagne, des comités anti-marée noire se sont constitués et engagent la lutte.

Il s'agit de mettre pleinement à jour cette colère, qu'ils voudraient réduire au silence, fût-ce à coup de CRS et de grenades lacrymogènes. Il s'agit, pour préciser l'orientation de la lutte, de débattre largement des questions de fond qui sont posées : qui est responsable de la catastrophe ? Qui l'a rendue et la rend toujours possible ? Pourquoi le choix prioritaire du pétrole avec toutes ses conséquences ? Pourquoi l'incurie du gouvernement ? Comment se fait-il, de façon particulièrement criante ici, que la population de toute une région ait été laissée complètement à l'écart de choix et de décisions si importantes et si graves pour elle ?

La réponse à ces questions va au-delà d'un choix entre droite ou gauche. On le voit sur le terrain : le PS a hésité et finalement n'a pas appelé à la manifestation de lundi à Brest. Quant au PCF, son intervention est tellement perçue comme une opération — voyante — de récupération, que le représentant de la CGT n'a pu, sous les huées des manifestants, achever sa prise de parole.

C'est une tâche importante de l'UOPDP, dans la période, que de s'engager pleinement dans cette mobilisation, de participer activement à l'organisation des forces, à la définition des objectifs, à l'avancée du débat politique. Devant ce fait brutal, qui met à nu la faillite de cette société pourrie, des forces vives sont mobilisées et veulent mener l'offensive contre le capitalisme. Pas seulement en Bretagne, mais dans tout le pays. L'Union doit contribuer à construire le front de lutte, autonome, conséquent contre le capitalisme en crise.



«Le responsable ne s'appelle pas fatalité»

Déclaration du comité UOPDP de Rennes

(...) Les travailleurs bretons savent bien que le responsable ne s'appelle pas fatalité.

Dès le lendemain de l'échouage de l'*Amoco Cadiz*, 2 000 personnes manifestent à Portsall. Le samedi Barre, venu discrètement en quête de quelques voix pour les élections, sera conspué à Landeudal pres de l'Abel Vran, un des sites les plus touchés.

Dans la semaine qui suit, plusieurs manifestations ont lieu à Brest. Les marins réclament une indemnisation correcte, ils savent qu'ils ne pourront l'emporter que par la lutte. Beaucoup attendent les indemnités pour les dégâts causés par les marées noires précédentes.

Ils dénoncent l'incapacité du pouvoir «Plan Polmar canular» et la responsabilité des compagnies pétrolières «un seau, une pelle pour les armateurs». Le lundi de Pâques une puissante manifestation qui re-

groupe 20 000 personnes a montré que la colère était grande chez les travailleurs brestois.

A cela la bourgeoisie a apporté une réponse dont elle est coutumière : l'envoi des CRS contre les manifestants. Tous les jours, radio et télévision se livrent à une concurrence acharnée sur le thème de la «solidarité nationale». Voilà un bon moyen d'essayer de faire oublier les responsabilités écrasantes des compagnies pétrolières et de l'Etat capitaliste dans la catastrophe, un bon moyen pour tenter de détourner les aspirations à la lutte des travailleurs.

Mais ces aspirations existent et se développent. Les marins bretons exigent que des mesures soient prises pour qu'une telle marée noire ne se reproduise pas (passage plus au large des pétroliers, installation d'un radar à Ouessant, réglementation de la taille des pétroliers).

Ils exigent des moyens de lutte efficaces contre la pollution et condamnent l'utilisation des détergents plus nocifs que le mal.

Ils exigent des indemnités correctes et immédiates. Aucun ouvrier, qu'il soit ouvrier, ouvrier agricole, marin-pêcheur, goémonier, petit paysan, ne doit perdre son travail et son salaire à cause de la marée noire.

Aux responsables de payer. En particulier, il serait inadmissible qu'un impôt marée noire fasse payer aux travailleurs ce qui doit être payé par les capitalistes.

Pendant les vacances de Pâques, des milliers de jeunes bénévoles vont participer aux opérations de nettoyage sur la côte. Pour sa part l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne participera à ce travail en venant prioritairement en aide aux travailleurs les plus touchés non pas, par exemple, aux capitalistes de l'huître qui sont aidés par l'armée alors que les petits producteurs passent après et sont ruinés.

Ce travail sera sûrement l'occasion d'un riche débat politique sur les responsabilités du capitalisme et les moyens de lutte pour changer cette société.

«Il faudra au moins 10 000 hommes au travail pendant deux mois pour tout nettoyer» affirme le préfet de la région Bretagne. Eh bien, voilà une bonne occasion d'embaucher, en les payant au moins au SMIC et dans des conditions de travail correctes, les chômeurs qui le désirent.

Le capitalisme qui va jeter au chômage des centaines de travailleurs, des marins-pêcheurs avec la marée noire, qui prive 60 000 travailleurs d'un emploi en Bretagne, peut payer !

L'UOPDP développera avec les chômeurs l'action en ce sens.

Le comité UOPDP de Tours nous a fait parvenir ce poème dont nous publions les deux dernières strophes.

*Plus de pétroliers près des côtes !
Et plus de pétroliers géants !
Y a pas de loi, à qui la faute ?
Demandent des milliers de gens.
Pour toute loi dans ce système
Il n'y a que la loi du profit
Qui profite toujours aux mêmes.
Contre eux, il nous faut être unis !*

REFRAIN :

*Il faut nettoyer la terre
De toute cette vermine
Qui s'appelle propriétaire
Des trusts et des usines*

*Contre l'État que rien ne presse,
A Brest, 15 000 pêcheurs
Ont affronté les C.R.S.
Venus protéger les pollueurs.
Car ces pollueurs leur interdisent
De vivre et bosser au pays,
Voilà que se lève la brise,
Vent de révolte qui rugit !*

REFRAIN

UNE CATASTROPHE ÉCOLOGIQUE SANS PRÉCÉDENT

«La campagne de pêche du lieu noir allait juste commencer. Maintenant c'est foutu». C'est avec amertume et colère que les pêcheurs de Portsall observent l'énorme nappe noire vomie par les cuves de l'Amoco Cadiz. Réveillés le vendredi 17 mars par une insupportable odeur de fuel, les pêcheurs ont trouvé au matin leurs bateaux repeints à neuf pour la saison, noirs du «light crude oil» de l'Amoco, supertanker affrété par la Shell faisant route vers le Havre puis Anvers.

SUR 200 KILOMÈTRES LA MARÉE NOIRE

Chaque jour, sous les coups répétés des lames, la carcasse de l'Amoco ne va pas cesser de se fissurer, des brèches s'ouvrent dans chacune des cuves qui contiennent au total 220 000 tonnes de fuel. Et inexorablement la nappe s'étend. Les premiers jours le vent l'a surtout poussée vers le sud jusqu'à la pointe de St Mathieu, puis elle s'est étendue vers l'Est de Portsall. Le mardi matin 21 mars Roscoff et l'île de Batz sont touchés. Puis ce sera au tour de la baie de Morlaix, Plougasnou et ses viviers de langoustes et de crustacés, enfin la côte de Trégor, la réserve d'oiseaux de mer de l'île

Rouzig jusqu'à l'île de Bréhat. Mais des nappes isolées progressent vers les îles Anglo-normandes.

200 kilomètres de côtes touchées. C'est une catastrophe qui dépasse de loin celles de l'Olympic Bravery du Bohlen et même du Torrey Canyon qui avait souillé les côtes bretonnes de 30 000 tonnes de fuel.

UN PÉTROLE PARTICULIÈREMENT TOXIQUE

Cette fois, la masse de fuel est sept fois plus importante. Sans compter que le «crude léger» de l'Amoco se révèle encore plus polluant. Si sa fluidité a l'avantage de faciliter son évaporation, ses in-

convénients se révèlent redoutables. Brassé par les vagues, le pétrole ne reste pas en surface; Alain Madec un ostréiculteur de l'Aber Benoit en a fait l'amère expérience: pompant à 5 mètres de profondeur pour alimenter ses bassins insubmersibles, il a constaté que l'eau était irisée de pétrole. Il a fallu déménager en hâte 30 tonnes d'huîtres plates. Mais dans les abers, les «fjords» bretons, il reste 1 300 tonnes d'huîtres dont 200 de plates, qui risquent bien d'être perdues. Les huîtres ne sont pas seules à être menacées. Le pétrole en eau profonde tue des milliers de poissons: on n'avait pas vu cela lors des précédentes marées noires. Pour la première fois aussi les crabes verts, pourtant d'une légendaire résistance meurent. Très fluide, le pétrole s'insinue dans les moindres recoins de la côte découpée, pénètre dans le sable jusqu'à un mètre de profondeur: c'est une hécatombe de coquillages, et un énorme



Les goémons et les algues qui font partie de la production bretonne vont-ils disparaître au profit d'espèces plus résistantes mais inutilisables.

travail de nettoyage en perspective.

DANGERS POUR LE PRÉSENT... ET L'AVENIR

Aucune des richesses de la côte bretonne n'est épargnée. Les goémons de rives, les lichens, sont perdus. Des laminaires mises à découvert par la grande marée noire du week-end dernier, que restera-t-il? Ces algues, du Nord-Finistère, transformées industriellement en gélifiants et qui fournissent plus des trois quarts de la production totale française de goémon ne vont-elles pas céder la place à des espèces plus résistantes mais inutilisables? C'est en tout cas ce qui s'est

passé lors d'une pollution en Californie. Pour les oiseaux de mer enfin, les efforts de repeuplement entrepris depuis la catastrophe du Torrey Canyon sont réduits à néant. Dans la réserve des Sept-Îles, qui reprenait vie les fous de Bassan, les goélands argentés et surtout les guillemots, pingouins et macareux-moines périssent par milliers. Certaines espèces sont condamnées. Les «cliniques pour oiseaux mazzoutés» ne peuvent que comptabiliser l'hécatombe.

Comme si la marée noire ne suffisait pas, l'utilisation massive d'anti-polluants va ajouter ses effets néfastes. Qu'il s'agisse des détergents très toxiques, ou des agglomérants, qui font descendre la nappe sur les

fonds marins, le remède est sans doute pire que le mal. Danger pour les crustacés et pour les «cantonements» de repeuplement où ont été immergés des dizaines de milliers de «bébés» homards.

Ainsi, dans l'immédiat on peut affirmer que c'est l'ensemble des activités maritimes qui est compromis; mais on peut craindre qu'à plus long terme ne se fassent sentir de graves modifications de l'équilibre de la flore et de la faune. Si la mer a de grandes capacités à biodégrader les hydrocarbures, elles ne sont pas illimitées. Surtout quand on en est à la quatrième marée noire en onze ans!

UNE SÉRIE D'IRRESPONSABILITÉS

Après l'échouage de l'Amoco Cadiz, un seul homme est inculpé: le commandant du pétrolier Bardari. Mais est-ce le seul responsable?

9 h 50 GMT: alarme à la salle des gouvernails. Tentative de réparation. Echec.

11 h GMT: évacuation de la salle des machines. Appel radio à la station du Conquet. Arrêt des machines.

12 h GMT: Le Pacific arrive. L'Amoco est à 5 milles des côtes.

14 h GMT: la première remorque est passée, le pétrolier est tiré vers le Havre, pendant environ deux heures. L'haussière casse.

20 h GMT: une deuxième haussière est passée. Le Pacific tire l'Amoco vers la côte!

20 h 30 GMT: le pétrolier touche le fond. Il lance un SOS. Que s'est-il donc passé entre 10 h et 20 h 30? Pourquoi tout ce temps perdu?

Alors que le Pacific est rapidement sur les lieux, la première haussière est passée deux heures plus tard. C'est que le remorqueur et la compagnie qui l'a armé, négocieront avec l'armateur du pétrolier (la Shell)

le contrat de remorquage. Un «coup» qui peut rapporter gros aux «pirates» modernes que sont les remorqueurs de haute-mer, toujours à l'affût d'une intervention qui sera l'objet de marchandages! Alors que l'accord est conclu (pour plusieurs millions semble-t-il) le remorqueur tire l'Amoco sur les hauts fonds. La Shell, armateur du pétrolier, n'avait-elle pas intérêt à causer une catastrophe qui lui aurait coûté moins cher qu'une immobilisation provisoire de son super tanker pour une réparation? Les frais de la pollution et le remboursement du pétrolier étant pris en charge par les assurances...

Pourquoi l'Amoco a-t-il été remorqué initialement vers le Havre? Un sous-marin nucléaire n'était-il pas de retour de mission, pour regagner la rade de Brest? Lorsque c'est ainsi, la marine nationale interdit toute navigation commerciale dans la rade, pendant plusieurs heures. Pourquoi la marine nationale qui suivra de loin toutes les opérations n'interviendra-t-elle pas? Pourtant une loi de juillet 76 lui en fait l'obligation, lorsqu'il s'agit de navires transportant des «hydrocarbures» ou autres



Trop d'irresponsabilités étaient rassemblées pour qu'un «accident» arrive

matières «pouvant créer de graves dangers». Elle se justifiera pourtant en disant qu'elle n'a pas à concurrencer les «privés». De toute façon ses moyens dérisoires ne lui permettraient même pas d'intervenir efficacement. Sur les trois remorqueurs dont elle dispose à Brest aucun

n'était disponible pour venir à la rescousse de l'Amoco.

Depuis la tragique série noire qui débuta par l'échouage du Torrey Canyon il y a 11 ans qu'a fait le gouvernement? Il semble que, plus soucieux d'avoir de bons rapports avec les

grands trusts pétroliers il n'a pris aucune mesure qui puisse leser un tant soit peu leurs intérêts. L'économie française, en effet a besoin de leurs services. Une seule «consigne» datant de 74, mais qui ne dérange guère les pétroliers, au contraire! Celle leur demandant dans le

cadre des économies d'énergie, de «réduire systématiquement les distances en empruntant les trajets les plus courts, ce qui conduit à frôler les côtes», expliquera un représentant d'une grande compagnie pétrolière dans La lettre de l'Expansion.

Quant au plan Polmar, censé offrir les moyens pour lutter contre une éventuelle marée noire, il est dérisoire. Un de ses responsables n'affirmait-il pourtant pas en privé, qu'une catastrophe du type de celle du Torrey Canyon ne pouvait plus avoir lieu, et ce quarante huit heures avant l'échouage de l'Amoco. Le plan Polmar, ce sera ces 11 km de barrages flottants pour des centaines de kms de côte polluée, qui ne résisteront ni au vent ni aux vagues! Ce sera ces pompes qu'il faudra faire venir de villes lointaines et même des USA! Le plan Polmar ce n'est que des seaux et des pelles, quand on réussit à mettre la main dessus! Depuis 11 ans, aucun matériel nouveau, aucune recherche n'a été entreprise par le gouvernement pour faire face à de telle catastrophe. Il est vrai qu'il devait être le seul à la croire impossible!

La colère des marins-pêcheurs

«DU TRAVAIL, PAS DE PÉTROLE !» «LES POLLUEURS DOIVENT PAYER !»

Près de 2 000 marins pêcheurs en manifestation dans les rues de Brest, ça ne s'était jamais vu ! Premiers touchés par la marée noire, les pêcheurs, avec leur syndicat CFDT et le comité local des pêches de Brest ont réagi immédiatement et avec force. Pour tous, ce sont des semaines, sinon des mois, de chômage forcé qui s'annoncent. Les stocks de pêche sont atteints, le matériel détérioré par le mazout, les zones de pêche recouvertes d'une épaisse couche de fuel. Pour les goémoniers, la saison devait

commencer le 15 avril ! Beaucoup de jeunes qui s'étaient équipés, qui avaient engagé de gros frais pour acheter des bateaux, se retrouvent avec d'énormes traites sur le dos. Comment payer le «rôle», indispensable non seulement pour pêcher mais pour bénéficier des prestations sociales ?

Ainsi, dès le lendemain de l'échouage de l'Amoco, on manifeste à Portsail et le lundi 20 mars, tous les pêcheurs du quartier de Brest et ceux de Morlaix vont porter massivement leurs rôles aux Affaires maritimes, en signe de

protestation. Ils exigent des indemnités pour le manque à gagner immédiat, un moratoire pour les prêts en cours et la validation des services pendant la durée du chômage forcé. La manifestation du mercredi 22 a été aussi l'occasion de renouveler le refus total de l'emploi des anti-polluants.

Partout, en Bretagne, la colère est grande. Dans chaque village de la côte polluée, des comités de défense regroupant tous les habitants sont constitués. Les manifestations se multiplient. A Morlaix, 1 000 lycéens assiègent la sous-préfecture, le jour même où les pêcheurs défilent à Brest. Les étudiants de l'Université de Bretagne occidentale se mettent en grève.

Des militants écologistes viennent déposer des oiseaux mazoutés dans la cour de la préfecture maritime. Plus les jours passent et plus la catastrophe prend de l'ampleur et plus l'agitation stérile des multiples «responsables» plus forts pour «pomper de l'air» que le pétrole, suscite l'indignation. C'est toute la colère bretonne qui converge le lundi 28 mars dans la grande manifestation de Brest et qui sans aucun doute va à nouveau s'exprimer avec force ce samedi !

Il y a 11 ans, le Torrey Canyon

Il y a onze ans le Torrey Canyon avait provoqué la destruction de :

- 100 000 tonnes d'algues
- 350 000 tonnes d'animaux.

Dix sept espèces d'oiseaux furent touchés. Le tableau suivant indique l'ampleur de leur destruction :

	1965	1967 (après le Torrey Canyon)
Pingouins	800	100
Guillemots	400	100
Macareux	2 700	280

D'autre part crustacés et mollusques furent détruits massivement. Or comparativement au Torrey Canyon, la quantité de pétrole déversée dans la mer par l'Amoco-Cadiz est 7 fois plus forte. Des scientifiques estiment la toxicité de ce pétrole 15 fois supérieure à celle du Torrey-Canyon.

Ces indications permettent d'apprécier l'ampleur de la catastrophe.

Mobilisation populaire et de la jeunesse

LES COMITÉS ANTI-MARÉE NOIRE

● Comment peut s'exprimer la révolte de la jeunesse et la colère populaire après le crime sans précédent qui vient d'être perpétré contre la Bretagne ? Les marins-pêcheurs sont organisés pour la défense de leurs intérêts immédiats en tant que victimes directes de la marée noire, mais pour tous les autres, quel cadre pour la lutte ? Quelles perspectives sont offertes aux travailleurs par les partis de gauche ou les directions syndicales, plus soucieux de canaliser ou de récupérer un mouvement que de développer un large mouvement ?

Sur la base de la colère qui existe, des aspirations de la jeunesse et des travailleurs, des «comités anti-marée noire» commencent à se monter un peu partout en Bretagne, regroupant des jeunes, des étudiants, des syndiqués, des militants d'associations populaires. Ils existent ou vont exister à Rennes, Brest, Morlaix, Lesneven, Landernau, Guimpamp, Quimper, Lorient.

L'UOPDP s'est engagée en tant que telle dans la création du comité de Rennes. Souvent encore informels, ils regroupent beaucoup de monde : 300 personnes à la première assemblée du comité de Brest convoquée pratiquement de bouche à oreille ! Des mili-

tants qui refusent la «récupération» par les partis de gauche et se posent la question d'une autonomie réelle par rapport à ces organisations.

Une démarcation concrète qui s'est retrouvée à la grande manifestation de lundi dernier à Brest où près de 10 000 personnes ont marqué leur volonté de lutte et d'indépendance par rapport à la gauche. Parmi lesquels un certain nombre de militants de base du PCF, du reste...

«CHARITÉ OU SOLIDARITÉ ?»

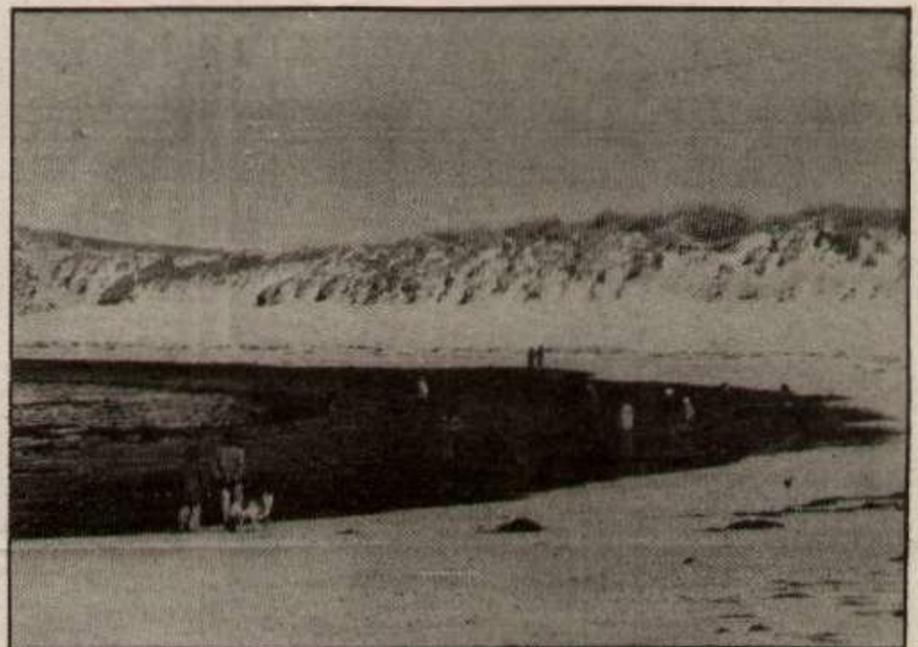
Les débats vont bon train autour de cette question, en même temps que la démagogie écœurante et

récupératrice de Bellemare est critiquée. Les vrais responsables ne font rien ou presque pour pallier aux conséquences dramatiques de la marée noire, mais en plus ils tentent de récupérer politiquement la solidarité des travailleurs de France pour ceux de Bretagne, ainsi que tout le travail fourni par des milliers de soldats du contingent ! Une commission sur le «volontariat» a été créée pour faire déboucher politiquement ce débat dans le comité de Brest : «pour affirmer notre solidarité et dénoncer avec les pêcheurs les vrais responsables».

Pour le même objectif, celui d'un soutien à la fois concret et politique, une «commission de liaison avec les pêcheurs et les goémoniers» a été mise sur pied.

LA MOBILISATION DES ETUDIANTS DE SCIENCES

Autre exemple de la colère qui secoue la région, l'extraordinaire mobilisation



Les indemnités, qui va payer ? et combien ?

Les pollueurs ne sont pas forcément les payeurs. La Société pour la Protection de la Nature en Bretagne en sait quelque chose puisque le procès engagé contre le Torrey Canyon n'a, onze ans après, toujours pas abouti. Depuis, les armateurs et les pétroliers ont prévu des plans d'indemnisation «Tovalov» (55 millions de francs) ou «Cristal» (36 milliards de dollars). Mais, aussi incroyable que cela paraisse, les victimes de la pollution doivent engager des procès pour obtenir réparation. Et celle-ci risque d'être bien en deçà des dommages effectivement subis.

Si l'indemnisation du manque à gagner immédiat

de tous ceux qui vivent de la mer peut être assez facilement évaluée, il en va autrement pour d'autres préjudices, comme l'extermination des oiseaux des Sept îles, la destruction à court et à long terme des espèces marines, poissons, crustacés, ou algues. En la matière, l'expérience passée n'apporte qu'une seule certitude : le maquis juridique est encore plus épais que les nappes de mazout et les pollueurs savent en profiter.

Le problème des indemnités est plus vaste encore. Les agriculteurs qui contribuent par leur travail et leur matériel à nettoyer la côte, récusent la somme dérisoire de 250 F par jour qui leur est

proposée en dédommagement. Les propriétaires de camions-citernes touchent, eux, plus de 1 500 F par jour, et de l'aveu de l'un d'eux, ils vont même «faire de l'argent» dans l'opération. Leur solidarité, les agriculteurs l'ont manifestée massivement. Mais ils ne veulent pas en être de leur poche. Pas plus que ceux qui se disposent à accueillir les milliers de nettoyeurs des plages. Là encore, les précédents sont inquiétants : les pêcheurs réquisitionnés pour aider à la lutte contre la marée noire du Bohlen attendent toujours d'être indemnisés : selon les «autorités», la réquisition était seulement orale, alors vous comprenez...

Les écologistes appellent au boycott de la Shell

Dès l'annonce de la nouvelle de la marée noire, les organisations écologistes ont réagi avec vigueur. SOS Environnement propose un comité «Shell doit payer». Les Amis de la Terre occupent les bureaux de la direction de la Shell et appellent à la création d'un comité international de boycott de la Shell. Des autocollants appellent à ce boycott. Les écologistes ont dressé une liste de mesures urgentes pour une surveillance correcte des côtes, contre les pavillons de complaisance, pour la limitation du tonnage des supertankers.

Jeudi 30 mars à Paris, de nombreuses associations donnaient une conférence de presse sur la marée noire en Bretagne. Il y avait là des associations

d'écologistes (les Amis de la Terre, etc.), des représentants de milieux scientifiques, des journalistes et écrivains amis de la nature, des représentants professionnels des ostréiculteurs et des représentants d'associations de jeunes, de plongeurs sous-marins. Ils ont dressé un bilan de la pollution pétrolière et expliqué les actions qu'ils allaient mener les jours prochains (le boycott de la Shell par exemple) et leurs revendications.

Enfin, dans les diverses manifestations, les écologistes, à travers des mots d'ordre comme «mazoutés aujourd'hui, radioactifs demain» ont dénoncé les dangers engendrés par la politique énergétique actuelle.

A nos lecteurs

Le Quotidien du Peuple et l'Humanité Rouge publient simultanément, chaque semaine, ces pages prises en mains, par l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne.

Quant aux directions syndicales elles essayent de tenir le plus possible ce courant de lutte à l'écart des diverses initiatives !

Chine : conférence nationale sur les Sciences

L'ENJEU : LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ SOCIALISTE

● La conférence nationale sur les sciences qui se déroule actuellement à Pékin, à l'initiative du Comité central du Parti communiste chinois, réunit 6 000 participants, avec parmi eux des scientifiques de tous âges et des représentants des ouvriers, des paysans, et des soldats de l'armée populaire. Cette conférence qui se veut un instrument de mobilisation du peuple chinois pour «élever le niveau scientifique et culturel de toute la nation chinoise», est présentée par les dirigeants chinois comme une initiative sans précédent, par son ampleur, dans toute l'histoire du Parti communiste et de la République populaire de Chine. Fixant comme échéances des plans de trois et huit ans, et un projet de 23 ans, pour faire de la Chine, d'ici la fin du siècle,

«Il y a dans le monde divers types de modernisations. Il y a la modernisation capitaliste, impérialiste ; il y a aussi la modernisation révisionniste, social-impérialiste. Mais celle que nous voulons, c'est la modernisation socialiste, une modernisation que nous réaliserons en persévérant dans la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat (...)

L'AFFAIRE DE TOUS

Nous devons prêter une très grande attention à l'élévation du niveau scientifique et culturel de toute la nation. Il ne faut surtout pas

croire que la modernisation des sciences et des techniques soit l'affaire des seuls départements spécialisés, ni compter uniquement sur le petit nombre de travailleurs des établissements de recherche scientifique et des universités pour la réaliser. Galvaniser l'ardeur de nos centaines de millions d'hommes, faire table rase des vieux mythes, libérer notre esprit, vaincre tout complexe d'infériorité, balayer toute tendance à se sous-estimer, mettre en honneur un esprit créateur audacieux dans nos pensées, dans nos paroles et dans nos actes, et nous appliquer dans l'étude et dans la pratique, voilà la

base la plus solide et une source de forces intarissables pour la modernisation de nos sciences et de nos techniques. Tout en soulignant la nécessité de nous appuyer sur les masses, sur des centaines de millions de personnes, nous devons renforcer vigoureusement la formation d'un contingent scientifique et technique professionnel. (...)

Dans le discours qu'il a prononcé devant la conférence nationale sur les sciences, le président Hua Kouo-Feng, a notamment déclaré :

base la plus solide et une source de forces intarissables pour la modernisation de nos sciences et de nos techniques. (...)

Tout en soulignant la nécessité de nous appuyer sur les masses, sur des centaines de millions de personnes, nous devons renforcer vigoureusement la formation d'un contingent scientifique et technique professionnel. (...)

LA GUERRE POPULAIRE SUR LE FRONT DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

Avant-garde et force d'ossature dans l'élévation du niveau scientifique et cultu-

rel de toute la nation chinoise, le contingent professionnel est appelé à s'attaquer aux problèmes clés et à vulgariser les connaissances scientifiques et techniques parmi les masses. Nos forces armées populaires pratiquent depuis toujours le système combinant armées de campagne, troupes locales et milice populaire, qui constitue une muraille d'airain dans la guerre populaire. Il doit en être de même pour notre contingent scientifique et technique. Les centaines de millions d'hommes qui étudient assidûment et s'efforcent de maîtriser la culture et la science représentent la milice sur le front de la science et de la technique, tandis que le contingent professionnel représente les armées de campagne et les troupes locales. L'élévation générale du niveau scientifique et culturel des masses constitue la base et les conditions du développement du contingent professionnel ; en retour, celui-ci oriente les efforts des masses, concentre et porte à un plus haut niveau leur expérience et leur sagesse. Voilà comment doit être structurée notre contingent scientifique et technique ; voilà la voie victorieuse de la guerre populaire sur le front scientifique et technique de notre pays. (...)

RENFORCER LE TRAVAIL IDÉOLOGIQUE ET POLITIQUE

Dans la nouvelle période de développement de notre révolution et de notre édification socialiste, le travail idéologique et politique ne devra pas être affaibli ; bien au contraire, il devra être encore renforcé, notre parti a des traditions excellentes dans ce domaine. Il faut les faire valoir et éliminer l'influence néfaste de Lin Piao et de la bande des quatre. Nous devons mener d'une façon encore plus minutieuse



se et plus approfondie le travail idéologique et politique, afin de pouvoir triompher sans cesse de l'influence idéologique de la bourgeoisie et des autres classes exploiteuses et venir à bout de la force de l'habitude de la petite production, de façon que ce travail constitue une garantie importante de la réalisation de la modernisation socialiste. (...)

POUR APPROFONDIR LA CONCEPTION MATÉRIALISTE DU MONDE

Elever dans une très grande mesure le niveau scientifique et culturel de toute la nation chinoise, ce n'est pas seulement une nécessité en relation directe avec la réalisation des quatre modernisations (1). Pour en comprendre toute la portée, nous devons avoir une vision encore plus profonde, plus large et plus lointaine.

Avec l'élévation du niveau scientifique et culturel de toute la nation, nous pourrions mieux encore armer les cadres et les masses du marxisme, du léninisme, de la pensée maotsetoung. Dans le domaine des sciences de la nature, ni la théorie ni l'expérimentation ne peuvent s'écarter du matérialisme et de la dialectique. Nous devons encourager les travailleurs spécialisés dans la recherche sur les sciences de la nature à se guider consciemment sur la conception marxiste du monde dans leur activité. Par ailleurs, il faut propager largement le matérialisme et la dialectique parmi les masses par l'étude des sciences et des techniques ainsi que par la participation à l'ex-

périmentation scientifique. C'est de la somme des connaissances de l'humanité que le marxisme tire son origine. En se fondant sur l'ensemble des connaissances qu'il a puisées d'un esprit critique dans les sciences déjà créées, Marx a prouvé sa conclusion révolutionnaire. C'est pourquoi élever le niveau scientifique et culturel est très important pour bien étudier le marxisme, le comprendre de façon approfondie et le mettre en application.

UN FACTEUR DE DÉVELOPPEMENT DE LA DÉMOCRATIE SOCIALISTE

Par ailleurs, l'élévation du niveau scientifique et culturel de toute la nation favorise considérablement la mobilisation des larges masses populaires pour qu'elles puissent participer à l'administration des affaires d'Etat et à la gestion de l'économie, de la culture et de l'éducation, et permet, en même temps, le développement plus poussé de la démocratie socialiste dans la vie politique de l'Etat. Lénine avait souligné à ce sujet : nous savons parfaitement ce que signifie le retard culturel de la Russie, le tort qu'il cause au pouvoir soviétique qui a donné en principe une démocratie prolétarienne infiniment supérieure ; nous savons comment ce retard a limité le pouvoir des soviets et rétabli la bureaucratie. En paroles, l'appareil soviétique est à la portée de tous les travailleurs ; en réalité, il est loin de l'être. Non parce que les lois constituent un obstacle, comme c'était le cas en régime bourgeois. Nos lois, au contraire, sont favorables. Mais ici, les lois seules ne suffisent pas. Il faut un énorme travail éducatif, d'organisation, culturel qui nécessite un effort immense et de longue haleine. Combien ces paroles de Lénine sont pénétrantes. L'élévation du niveau scientifique et culturel de toute la nation que nous préconisons aujourd'hui est aussi étroitement liée au plein développement de la démocratie socialiste (...).

(1) quatre modernisations : modernisation de l'agriculture, de l'industrie, de la défense nationale, des sciences et des techniques.

A l'heure du «consensus» giscardien, l'échec du «Modèle» britannique

LA «NORMALISATION» DES SYNDICATS - 2 -

L'AVEW, qui a une longue histoire militante, est peut-être, le syndicat britannique le plus démocratique. Or, maintenant, il n'est plus possible, comme avant, qu'une section syndicale déclenche une lutte : il doit y avoir l'intervention d'un responsable du comité de district. De plus l'AVEW vient de changer son mode de scrutin traditionnel (vote au cours des assemblées syndicales et des meetings de masse), c'est un scrutin à bulletin secret envoyé par la poste qui a été instauré. Ce système enlève aux travailleurs l'occasion de larges débats à la base.

Dans d'autres syndicats, les atteintes à la démocratie syndicale sont encore plus graves. Par exemple, un ancien «convenor» (responsable des shop stewards dans une usine) des électriciens à Oldham nous a raconté qu'il avait été menacé d'exclusion du syndicat parce que pendant une grève avec occupation, il avait invité des militants, d'extrême gauche pour qu'ils donnent des renseignements aux ouvriers sur la sécurité sociale. Un autre électricien ajoute : «Il n'y a pas que ça : ils essaient même de déraciner la démocratie à la base. Si tu es convenor ou shop steward, les patrons te donnent souvent un bureau privé, ils t'occupent avec des tas de réunions, ils font tout pour te couper des gars. D'ailleurs ils y parviennent souvent. Les dirigeants syndicaux sont d'accord avec eux. Nous, on ne veut pas qu'ils viennent à l'usine. Quand ils viennent, ils commencent par discuter en secret avec les patrons avant de nous consulter». C'est un sentiment très répandu chez les militants de base.

DIVISER LES TRAVAILLEURS

Le NUM (syndicat des mineurs) a donné récemment un exemple des conséquences de la restructuration des syndicats. Le NUM était un bastion militant qui avait défié le gouvernement conservateur de Heath en 1972 et causé sa chute en 1974. En novembre 1977, les mineurs avaient voté massivement contre un accord de productivité avec la direction des mines nationalisées. Cet accord a été soutenu par Gormley, président du syndicat, et par une intense campagne des médias.

Les mineurs disaient : «C'est un accord qui va nous diviser, puits contre puits, homme contre homme. Il irait à l'encontre des conditions de sécurité dans les puits». Or, peu de temps après, la direction fait savoir que l'accord est déjà acquis dans un certain nombre de puits (ce qui ne pouvait pas se faire sans la complicité de dirigeants nationaux du NUM). La direction accuse les opposants à l'accord de «faire de la démagogie». Ensuite, elle organise un vote séparément par régions, en faisant, bien entendu, voter les régions «modérées» d'abord. C'est ainsi qu'ils ont pu faire passer l'accord. L'unité des mineurs a été brisée et, récemment, les dirigeants, ont pu ignorer la décision votée démocratiquement au congrès du NUM de revendiquer une hausse de salaire de 90 % et faire passer une hausse de 10 %, limite fixée par le gouvernement.

L'intégration des appareils syndicaux à l'Etat, la concentration des responsabilités à la direction des syndicats, la division des travailleurs comme dans le cas des mineurs, tels sont les moyens que s'est donné le gouvernement travailliste pour faire passer son contrat social et imposer la restriction des salaires.

Meeting de soutien à la Résistance irlandaise

samedi 1^{er} avril, 20 h 30 à Lille, salle du Befroi, organisé par le Comité Irlandais avec des représentants de la Résistance irlandaise, films et débat, entrée gratuite.

Le procès du CES Pailleron

- Sursis pour les responsables
- Un verdict scandaleux !

Plus d'une centaine de personnes étaient présentes dans la salle de la 16^e Chambre correctionnelle de Paris. Elles étaient venues ce jeudi 30 avril pour assister au jugement des responsables de l'incendie du CES Pailleron.

Depuis plus de 4 ans l'association des familles des victimes du CES Pailleron s'est battue afin d'établir les responsabilités et pour que de tels drames ne se reproduisent plus jamais. Tous les responsables, loin s'en faut, n'étaient pas dans le box des accusés. Mais au moins seraient-ils condamnés sévèrement ? Il n'en a rien été. Et c'est avec colère que des familles ont accueilli le verdict : «*Ce n'est pas assez !*». Les neuf inculpés ont été en effet condamnés à des légères peines de prisons avec sursis, 18 mois pour la plus importante. Le principal responsable Jean Raynaud, ancien directeur des équipements scolaires au ministère de l'Education n'a quant à lui été condamné qu'à un an avec sursis.

Pour les familles des victimes, c'est une vérita-

ble trahison. Les vrais problèmes n'ont pas été abordés. A qui a rapporté la construction on ne peut plus rapide du CES Pailleron et de ses semblables ? Pourquoi avoir voulu faire à tout prix du CES Pailleron un cas isolé ? Le jugement d'hier ne remet pas du tout en cause la construction de tels établissements. Si le jugement trouve des circonstances atténuantes pour les responsables en arguant par exemple de la complexité des règlements administratifs et des compétences mal définies, il s'attache beaucoup à rap- peler l'origine criminelle de l'incendie et, grossissant son importance il voudrait la faire passer pour cause principale. La justice qui a rendu son verdict hier est une justice de classe, cela les familles des victimes, toutes les associations qui s'étaient portées partie civile pour que de tels événements ne se reproduisent plus, l'ont ressenti. Pour obtenir une véritable sécurité pour nos enfants dans les bâtiments scolaires, la lutte va continuer.

Frédéric ARNOUX

Sadate-Weizman

L'INITIATIVE DE SADATE EN MAUVAISE POSTURE

● Comme cela était prévisible, les entretiens qui se sont déroulés jeudi, au Caire entre le ministre sioniste de la guerre, Weizman, et le chef d'Etat égyptien, se sont soldés par un échec. «*Les commissions politique et militaire ne reprendront pas leurs travaux tant qu'Israël n'aura pas modifié sa position*», a déclaré le porte-parole de Sadate, après deux heures d'entretiens de celui-ci avec Weizman. L'activité de la commission politique égypto-israélienne, avait été suspendue le 18 janvier dernier, avec le rappel de la délégation égyptienne à Jérusalem, suivi bientôt de la suspension, le 2 février des négociations de la commission militaire.

Accueillir le ministre de la Guerre de l'Etat sioniste dans la capitale égyptienne deux jours après que celui-ci ait lancé un ultimatum à la Résistance palestinienne et aux progressistes libanais pour qu'ils cessent tout combat, alors même que les troupes de Tel Aviv occupent le Sud-Liban et que Begin a réaffirmé la veille de la visite de Weizman son refus de toute concession, souligne la position de capitulation du régime égyptien.

En même temps, le fait que les entretiens Sadate-Weizman n'aient pas abouti indique l'échec de l'initiative de Sadate lancée en novembre dernier, et l'im-

passé actuelle des tractations diplomatiques dont l'impérialisme américain s'est fait l'initiateur.

L'INTRANSIGEANCE DE BEGIN

Mercredi, devant la Knesset, Begin avait bien montré ce que signifie pour lui la reprise de la formule : «*droit des Palestiniens à participer à la détermination de leur destin*». Au-delà de la manœuvre que cela peut constituer pour essayer de relancer les tractations avec l'Egypte, et si possible d'autres pays arabes, Begin a rejeté en fait toute idée d'une reconnaissance des droits nationaux du Peuple palestinien.

Dans le discours qu'il a prononcé, Begin a déclaré que les Etats-Unis et l'Etat sioniste étaient d'accord sur trois points :

«*Rejet de la création d'un Etat palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza, parce qu'il représenterait un danger pour l'existence même d'Israël et pour la paix dans le monde*

«*L'OLP n'est pas un interlocuteur valable dans les négociations de paix*

«*Nécessité d'un traité de paix normalisant totalement les relations entre Israël et ses voisins.*»

Begin a également déclaré que les Etats-Unis «*compréhendent la nécessité d'une présence militaire israélienne en Cisjordanie et à Gaza, assurant l'ordre durant une période intérimaire de cinq ans, et éventuellement même après.*»

Selon Begin, les deux points de désaccord portent, l'un sur le rejet israélien d'un référendum que proposait Carter en Cisjordanie et à Gaza pour dans cinq ans. Une telle consultation, déclare Begin, «*conduirait à ce que les Etats-Unis ne veulent pas : la création d'un Etat palestinien*». L'autre point de désaccord concerne les colonies de peuplement sionistes installées dans les territoires occupés et que Washington juge «*illégal* au regard du droit international». C'est par 64 voix contre 32 et 8 abstentions, que le Parlement de Tel Aviv a appuyé mercredi la position du gouvernement Begin, largement critiquée par Shimon Peres, leader des travaillistes. Ceux qui ont été les artisans de la colonisation et des multiples agressions sionistes, depuis la création de l'Etat d'Israël en 1948, reprochent actuellement au gouvernement Begin d'adopter une position qui, en rejetant formellement toute éventualité d'un retrait israélien de Cisjordanie, empêche de mener à bien les tractations qui devraient permettre d'obtenir plus facilement la capitulation des pays arabes. Shimon Peres souhaite, de ce point de vue, une meilleure prise en considération de la position américaine.

LE RÔLE DES CASQUES BLEUS, SELON ISRAËL

La position du gouvernement Begin à l'égard du Sud-Liban rend aussi, actuellement, difficile la relance des tractations qui sont destinées à faire capituler les pays arabes. Pour les sionistes, les casques bleus doivent servir de caution internationale à leur entreprise d'expulsion de la population du Sud-Liban, et de couverture au contrôle par eux de toute

cette partie du Liban. Ils l'entendent bien ainsi lorsqu'ils ne fixent aucune échéance au retrait de leurs forces d'occupation, mais établissent au contraire actuellement sur le territoire libanais des points d'appui militaires, en creusant des tranchées et en installant des barrages de barbelés en plusieurs secteurs des voies de communication. Ils l'entendent ainsi lorsqu'ils montent, avec Saad Haddad, leader des milices d'extrême droite au Sud-Liban, une opération visant à former une «*armée du Sud-Liban*» organisée par l'enrôlement des villageois chrétiens ou les renforts de milices venant des zones du Liban contrôlées par les forces d'extrême-droite.

LA RESISTANCE PALESTINIENNE : «RESPECT DE L'ACCORD DU CAIRE DE 69»

Ainsi la Résistance Palestinienne a rejeté par avance toute manœuvre qui permettrait aux sionistes de mener leur entreprise à l'ombre des casques bleus. Dans une déclaration à l'Agence de Presse Palestinienne Wafa, Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'OLP, vient de déclarer : «*Que ce soit clair pour tout le monde : nous continuons notre lutte armée et notre résistance pour contraindre les forces israéliennes à évacuer totalement le territoire libanais*». Abou Ayad, un des principaux dirigeants du Fath, a souligné quant à lui : «*Nous ignorons si Israël va se retirer ou non. Les casques bleus doivent faire reculer les Israéliens jusque derrière la frontière internationale reconnue. Mais il ne faut pas qu'ensuite ils prennent la place de la Résistance. Nous devons retrouver nos positions et nos bases conformément à l'accord du Caire.*» Cet accord conclu en 69 avec l'Etat libanais reconnaissait le droit pour les forces de la Résistance stationnées au Sud-Liban de lancer des opérations en Palestine occupée.

La résistance des Palestiniens au Sud-Liban contraindrait l'ensemble des régimes arabes à reconnaître le rôle de l'OLP. Ainsi, le conseil ministériel de la Ligue arabe actuellement réuni au Caire avec la participation de seize pays dont l'Egypte, et auquel ont refusé de participer les pays du «*Front de la fermeté*» vient d'admettre la nécessité d'appuyer l'OLP «*en sa qualité de représentant unique du peuple palestinien, et de développer les capacités de l'OLP dans le cadre de l'engagement arabe.*»

L'Ensoleillade reprendra la gestion de l'Espéridou

La gestion de l'Espéridou, cet hospice pour enfants handicapés connu pour les services exercés par son ancien directeur le père Fabre, va changer de mains. L'œuvre Christiane Garnier où le père Fabre, à la suite d'un coup de théâtre bureaucratique, est toujours majoritaire sera probablement dépossédée de la gestion. C'est l'Ensoleillade association formée entre des parents et amis de l'Espéridou, le conseiller général du canton et un représentant de l'archevêché qui se préparent à reprendre la gestion, avec l'appui ouvert du ministre de la Santé. Que l'on puisse s'embarasser de formalités aussi lentes, longtemps après l'assassinat d'une pensionnaire ; alors que le père Fabre n'est toujours ni jugé, ni condamné, tout cela est révélateur du haut degré de pourriture des institutions médico-sociales et judiciaires du capitalisme.

Angers : meeting de soutien au peuple palestinien, évacué par la police

Hier soir, à Angers a eu lieu un meeting de soutien au peuple palestinien à l'appel du Collectif de soutien à la lutte du peuple palestinien, de l'UGET, du Comité de lutte contre la répression au Maroc, du PCRml, de l'HR, de la LCR et de militants anti-impérialistes du Comité contre la répression en Tunisie. 200 personnes environ y assistaient. Vers la fin du meeting, à la suite d'une alerte à la bombe, la police est venue, après avoir reçu un coup de téléphone anonyme, qui disait, selon elle : «*Les rats vont sauter, il y a une bombe*». Nous avons dû évacuer la salle car la police nous a obligés à le faire.

Lyon : succès du rassemblement de soutien à la Résistance palestinienne

A l'appel du PCRml, de l'HR, de la GUPS, de l'UNEI (Irakiens), du Parti Baas (Irakien), des Étudiants démocrates nationaux libanais s'est déroulé mercredi à Lyon un rassemblement de soutien à la Résistance palestinienne et au Mouvement national libanais. Drapeaux palestiniens, drapeaux rouges et banderoles coloraient ce rassemblement dynamique qui a regroupé plus de 300 personnes. Les interventions en Arabe et en Français ponctuées de mots d'ordre et de chants palestiniens ont été très écoutées par les participants et les passants qui s'arrêtaient nombreux, dans les rues adjacentes. La collecte a rencontré un large succès, ce rassemblement s'est conclu par un appel à poursuivre le soutien à la Résistance palestinienne, à dénoncer l'agression sioniste, et les manœuvres impérialistes en participant au meeting, vendredi 20 h 30 au Centre culturel œcuménique à Villeurbanne.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

PROGRAMME TÉLÉ

Vendredi 31 mars

TF 1

19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Un ennemi du peuple
22 h 20 - Titre courant
22 h 30 - Allons au cinéma
23 h 00 - Journal et fin

A 2

18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 45 - Les six jours d'antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Un ours pas comme les autres
21 h 35 - Apostrophes
22 h 45 - Journal
22 h 50 - Ciné-club. Théorème

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - La qualité de l'avenir
21 h 30 - Les grandes batailles du passé. Pottava 1709.
22 h 20 - Journal et fin

Samedi 1^{er} avril

TF 1

13 h 00 - Journal
13 h 50 - La France défigurée
14 h 05 - Restez donc avec nous
18 h 05 - Trente millions d'amis
18 h 40 - Magazine auto-moto
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
21 h 30 - Serpico
22 h 20 - Télé foot.
23 h 20 - Journal et fin

A 2

14 h 35 - Les jeux du stade
17 h 00 - Loto-chansons
17 h 10 - Des animaux et des hommes : les animaux face à leur image.
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 25 - Football France-Brésil.
22 h 20 - Madame le juge
23 h 50 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Samedi entre nous
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Les aventures du brave soldat Sveik.
21 h 45 - Court métrage français
22 h 10 - Journal et fin

● Mardi soir sur l'A 2

"1788"

Les paysans à la veille de la Révolution française

Mardi soir, la télévision proposait aux Dossiers de l'écran, une soirée historique qui avait pour thème les paysans à la veille et au début de la révolution française. Un film intitulé «1788» débutait la soirée, suivi d'un débat qui réunissait des historiens, professeurs de plusieurs universités. Le film part de la fin de l'année 1788 et déborde sur 1789, jusqu'après la nuit du 4 août. Il décrit cette période à travers l'histoire d'un village situé près de Chinon, et composé de la communauté paysanne et du seigneur féodal qui la domine. L'auteur du film a concentré dans le village les caractéristiques essentielles des rapports sociaux et de leur évolution dans cette période : il en a fait en quelque sorte un archétype, concentrant les diversités de la France rurale de cette époque. Le procédé est intéressant car il permet de saisir de façon claire et significative, les rapports sociaux qui organisent le village et les forces qui les bouleversent. Un autre intérêt du film vient du fait que l'auteur a choisi de montrer la collectivité agissant dans des situations sociales précises et a évité tout appesantissement sur les situations psychologiques des individus.

Le film commence donc en 1788 sur des images de l'exploitation de la commu-

nauté paysanne par le seigneur féodal. Les différents moyens de prélèvement (en nature ou en travail) sont montrés dans ce qu'ils ont de quotidien pour les paysans. Les rapports d'exploitation entre le seigneur et la communauté paysanne sont décrits dans toute leur violence. Mais ce qu'il y a d'intéressant, c'est que le film s'appuie sur les contradictions de cette société pour montrer comment elle va être bouleversée. La contradiction fondamentale de ce moment, celle qui oppose la féodalité au peuple dans son ensemble est toujours présente, quasiment à chaque scène, soit dans des affrontements directs avec le seigneur, soit par l'intermédiaire de ses représentants (le juge seigneurial par exemple), mais d'autres contradictions existent et se développent. D'abord celle entre la communauté du village, et le paysan riche qui loue de nombreuses terres, sur lesquelles il fait travailler les manœuvriers du village. Il représente le capitalisme agricole qui veut s'approprier et clore les communaux, agrandir ses parcelles et moderniser. Collaborant parfois avec le seigneur, il s'y oppose pourtant dans la mesure où la féodalité est un carcan à ses intérêts et à son propre développement. Mais il est opposé aussi aux autres

paysans du village, et ceci est montré dans plusieurs scènes (clôture des prés communaux, refus d'augmenter les manœuvriers, etc.). C'est lui qui sortira gagnant de la révolution et c'est explicitement montré dans la dernière scène en particulier.

Mais la communauté paysanne n'est pas monolithique non plus. Elle est constituée de manœuvriers, paysans sans terre qui n'ont que leurs bras : ceux-là, exploités par la féodalité, continueront de l'être par la bourgeoisie triomphante, certainement comme ouvriers de la révolution industrielle. Elle est aussi constituée du «laboureur», paysan un peu plus aisé qui a pu accumuler un peu d'argent pour envoyer le fils à la ville. Le fils joue un grand rôle dans cette combinaison de contradictions. Fils de paysan, il est intégré à la communauté villageoise, mais il représente en même temps ses propres intérêts : ceux de la petite bourgeoisie ayant étudié et dont l'expression politique sera le jacobinisme. Une scène caractérise les rapports de classe qui se développent entre la communauté paysanne et lui : celle de la rédaction du cahier de doléances. Choisi pour présider l'assemblée, parce qu'il sait écrire, il paralyse la parole des paysans. Et quand ils finis-

sent par parler tous ensemble, il les arrête pour leur dire que le roi ne peut pas accepter toutes ces histoires personnelles, qu'il faut trouver ce qu'il y a de commun aux différentes paroisses, qu'il faut mettre tout cela «en formules»... ; sa pression est telle que les paysans s'en remettent à lui pour rédiger les doléances, plus exactement au modèle de cahier que les petits bourgeois ont rédigé à Chinon selon leurs propres intérêts, et ne prenant que secondairement en compte les revendications des paysans pauvres. C'est une scène caractéristique du détournement de la démocratie directe. Elle est au centre du film. Elle est symbolique car représentative de qui dirige la révolution française en 1789. Le débat qui suivit, souvent confus, fut un débat d'universitaires. N'aurait-il pas été plus intéressant de faire venir aussi des paysans pour leur demander ce qu'ils pensaient de leur propre histoire ? Mais, en démocratie bourgeoise, on préfère donner la parole à «ceux qui savent»...

Nadine CHATRAS

Un livre «1788» est paru aux Editions sociales. Il reprend le texte intégral du film et donne une étude sur la paysannerie pendant la révolution française.

Et l'acier fut trempé

100^e épisode

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

Une polémique oppose les jeunes au secrétaire du comité provincial du Komsomol à propos du travail de Toufta qu'ils voudraient voir remplacé par Pavel.

Il logeait chez Okounev et travaillait aux ateliers comme monteur-électricien adjoint.

Il discuta longtemps avec Nicolas avant d'obtenir que celui-ci le dégage provisoirement de tout travail dirigeant.

— Nous manquons de cadres, et toi, tu veux te prélasser à l'atelier. Ne prends pas prétexte de ta maladie, moi aussi, j'ai eu la typhoïde, et je suis allé pendant un mois avec une canne aux réunions du comité de district. Je te connais bien, Pavka, il y a autre chose. Dis-moi la vraie raison, insistait Okounev.

— La vraie raison, c'est que je veux étudier. Okounev poussa un rugissement triomphal :

— Ah, ah ! C'est donc ça ! Et moi, tu crois que je n'en ai pas envie ? C'est de l'égoïsme, mon vieux. En somme, nous continuerons de faire tourner la roue pendant que monsieur se livrera à ses chères études. Non, mon mignon, dès demain, tu auras ton affectation.

Pourtant, après une longue discussion, Okounev battit en retraite.

— Je le laisse tranquille pendant deux mois. Tu vois comme je suis bon. Mais tu ne l'entendras pas avec Tsvétaïev, il a une trop bonne opinion de lui-même.

Le retour de Kortchaguine n'était pas sans inquiéter Tsvétaïev. Celui-ci, affligé d'un amour-propre maladif et persuadé que son poste allait être l'enjeu d'une compétition, se prépara à la riposte. Mais dès les premiers jours, il put se convaincre de son erreur. Ayant appris que le bureau du collectif de l'ensemble des ateliers avait l'intention de le coopter dans ses rangs, Kortchaguine vint lui-même trouver le secrétaire et, se référant à son accord avec Okounev, insista pour faire rayer la question de l'ordre du jour. Dans la cellule des komsomols de son atelier, il se chargea du cercle d'éducation politique mais ne chercha pas à entrer au bureau. Cependant, malgré ce refus officiel d'assurer une tâche de direction, l'influence de Pavel se faisait sentir dans toute l'activité du collectif. Sans jamais se mettre en avant, il aidait amicalement Tsvétaïev à régler plus d'une question délicate.

Entrant un jour à l'atelier, Tsvétaïev vit avec étonnement la cellule du Komsomol, secondée d'une trentaine de jeunes gars sans parti, occupés à laver les vitres, à nettoyer les machines en grattant du cambouis vieux de plusieurs années, et à sortir dans la cour la vieille ferraille et tout un bric-à-brac. Armé d'un énorme balai et d'une serpillère, Pavel frottait avec acharnement le sol en ciment taché de mazout et de graisse.

— Pourquoi cette folette ? demanda Tsvétaïev, interloqué, à Pavel.

— Nous ne voulons pas travailler dans la saleté. Ça n'a pas été lavé depuis vingt ans ici. En une semaine, l'atelier sera remis à neuf, fut la brève réponse.

Tsvétaïev partit en haussant les épaules.

Les électriciens ne s'en tinrent pas là et s'attaquèrent à l'immense cour, qui servait depuis longtemps de décharge. Que n'y trouvait-on pas ! Des centaines d'essieux de wagons, des collines de ferraille, des rails, des tampons, des boîtes d'essieu, plusieurs milliers de tonnes de métal rouillaient à ciel ouvert. Mais leur offensive fut stoppée par l'administration.

— Il y a des tâches plus importantes, la cour peut encore attendre.

Ils se bornèrent à aménager un espace pavé de briques devant l'entrée de leur atelier et à y installer un décrotoir. Mais, à l'intérieur de l'atelier, le nettoyage continua tous les soirs, après le travail. Lorsque l'ingénieur en chef Strij y fit une apparition, une semaine plus tard, le hall était inondé de lumière. Débarrassées d'une poussière séculaire mélangée de mazout, les énormes fenêtres aux croisillons de fer livraient passage aux rayons du soleil qui pénétraient à flots dans la salle des machines et se reflétaient dans les garnitures de cuivre rutilantes des diesels. Les bâtis étaient peints en vert, et même, sur les rayons des roues, quelqu'un avait dessiné soigneusement des flèches jaunes.

— Oui... fit Strij, stupéfait.

Dans l'angle opposé de l'atelier, plusieurs ouvriers terminaient quelque chose. Y allant, l'ingénieur croisa Kortchaguine qui tenait à la main un pot de peinture liquide.

A SUIVRE

LES AGRESSIONS CONTRE LE SUD-LIBAN

Une politique permanente de l'Etat sioniste depuis 1948

Par Yomna EL KHALIL

● L'agression sioniste déclenchée contre le sud du Liban le 15 mars dernier, l'occupation de cette partie du Liban, soit environ le sixième du territoire de ce pays de Tel Aviv, ne sont pas un fait isolé, ils s'inscrivent dans la politique générale et permanente des sionistes à l'égard du Liban. Depuis la création de l'Etat sioniste en 1948, les agressions contre le Liban n'ont pas cessé, avant même qu'y soit présente la Résistance palestinienne, même si depuis, les agressions sont devenues de plus en plus fréquentes et de plus en plus meurtrières.

De par sa nature expansionniste, l'Etat sioniste n'a jamais arrêté ses frontières : il considère qu'il peut s'étendre dans toutes les régions environnantes, sous prétexte de sa «sécurité». C'est ainsi qu'après la guerre de 1948 contre le peuple palestinien et les autres peuples arabes, l'Etat sioniste, reconnu par l'ONU, a occupé une autre partie de la Palestine qui, selon le plan de partage des Nations-Unies, ne devait pas lui revenir ; c'est ainsi qu'en 1967, il a occupé la Cisjordanie, Gaza, terres palestiniennes, le Golan, terre syrienne, et le Sinaï, terre égyptienne. En plus de ces régions entières, au Liban même, depuis 48, des terres de plusieurs villages de la zone frontière, ont été occupées par les sionistes, avec la complicité et le silence du régime libanais, très lié aux puissances occidentales (voir la liste de ces occupations, depuis 1948).

Le Litani, fleuve important de Liban, est considéré par les sionistes comme une source d'eau, potentielle, importante pour leurs colonies en Galilée. Ce n'est pas par hasard que l'agression actuelle contre le Liban s'est poursuivie jusqu'au fleuve. De plus, le sud du Liban est une terre riche, comme la Galilée. Les agressions visent à vider la région de sa population, pour une occupation et une exploitation à venir.

Créer des contradictions entre Libanais et Palestiniens

Depuis que la Résistance palestinienne est présente au Liban et plus particulièrement au sud les sionistes ont attaqué le Liban à de nombreuses reprises. Ils prétextaient que le régime libanais était entré en état de guerre contre Israël, du fait de la présence des Palestiniens, alors qu'en 1948, Beyrouth avait signé un accord de cessez-le-feu avec Israël. Ils ont cherché à attiser des contradictions entre le régime libanais et la Résistance palestinienne, pour que le régime libanais assure lui-même la tâche de liquider la Résistance. C'est la signification des multiples agressions sionistes depuis 1972 et surtout depuis 1975. Les sionistes ont cru pouvoir s'appuyer sur le mécontentement des paysans du sud soumis aux agressions sionistes et ne bénéficiant d'aucune protection de la part de l'Etat libanais, pour retourner la population libanaise contre la Résistance, qui mène des opérations armées à partir du Liban. Présentant leurs agressions comme une simple riposte à ces opérations, comme une action de «légitime défense», tentant par là de faire oublier l'exode forcé des Palestiniens au Liban,

et les visées expansionnistes de leur Etat à l'encontre du Liban, les sionistes ont espéré mobiliser le peuple libanais contre la Résistance et sa présence au sud. En fait, très tôt, leurs espoirs ont été démentis par les masses libanaises dans leur ensemble. Le silence du pouvoir libanais face à ces agressions et la lutte menée par la Résistance contre ces agressions ont en fait montré très tôt aux habitants du sud, à la masse des paysans et des ouvriers agricoles exploités par les gros propriétaires du sud qui participaient à la définition de la politique à Beyrouth, que leur alliée est la Résistance palestinienne et qu'il faut au contraire lutter pour maintenir sa présence. Mais de leur côté, les partis fascistes libanais guettaient la moindre occasion pour lancer leurs attaques contre la présence palestinienne, ferment révolutionnaire, appui précieux pour les forces progressistes au Liban. Les attaques fascistes n'ont finalement réussi qu'à unir plus encore la Résistance et les masses libanaises. Les événements de 69, 73 et la guerre de 75-76 l'ont prouvé, même si dans la dernière guerre, les partis fascistes ont réussi à rallier plus qu'avant des jeunes chrétiens, victimes d'une propagande religieuse fanatique, opposée à la Résistance qui préconise une Palestine démocratique et laïque, garantissant la liberté et l'égalité religieuse.

Toutefois, l'alliance réalisée aujourd'hui au grand jour entre les fascistes libanais et les sionistes amène de nombreux chrétiens, qui ont cru un moment au «patriotisme» des partis libanais d'extrême-droite, à mettre en cause les objectifs de ces partis.

Des agressions toujours en rapport avec la situation intérieure libanaise

Les attaques sionistes contre le Liban ne sont jamais intervenues au hasard. Elles ont été chaque fois étudiées et organisées en fonction de la situation au Liban. Dans le passé, chaque fois que la situation évoluait dans le sens d'un rapport de force favorable à la Résistance, chaque fois que les tensions internes au Liban s'apaisaient, les sionistes ont relancé leurs agressions, pour enrayer ce cours des choses. Entre les événements de 73 (attaques de l'armée libanaise contre les camps de réfugiés palestiniens en mai) et ceux de 75 (attaques de l'extrême-droite contre les Palestiniens et le peuple libanais), les agressions n'ont jamais été aussi meurtrières. Les civils libanais étaient massacrés par l'aviation sioniste, comme à Ay-

taroun, le 12 mai 1975, où ce sont des enfants, âgés entre 5 et 12 ans, qui ont été pris pour cible par l'aviation sioniste. Devant l'absence de réaction des pouvoirs officiels libanais, les sionistes ont pénétré au Liban des dizaines de fois, kidnappant des paysans libanais pour les interroger sur l'activité dans leurs villages, ou venant même les interroger à l'intérieur des villages. Souvent, ils ont placé des barrages au milieu des routes, au delà de la frontière, sur le territoire libanais, arrêtant les passants, les insultant, les frappant et parfois les kidnappant. Tous les habitants du sud se souviennent de cette période où leur vie, leurs villages étaient constamment menacés par les sionistes. Il y a aussi et surtout les bombardements meurtriers contre les camps palestiniens, comme ceux de Nabatyeh, dont il ne restait pas grand chose après l'agression de mai 74, de Rachidieh, Bourj al Chamali. Les pêcheurs de Saïda et de Sour ont subi aussi les agressions sionistes. En 1975, des pirates sionistes ont attaqué tous les bateaux de pêche qui se trouvaient au port.

La résistance de Kfar Chouba

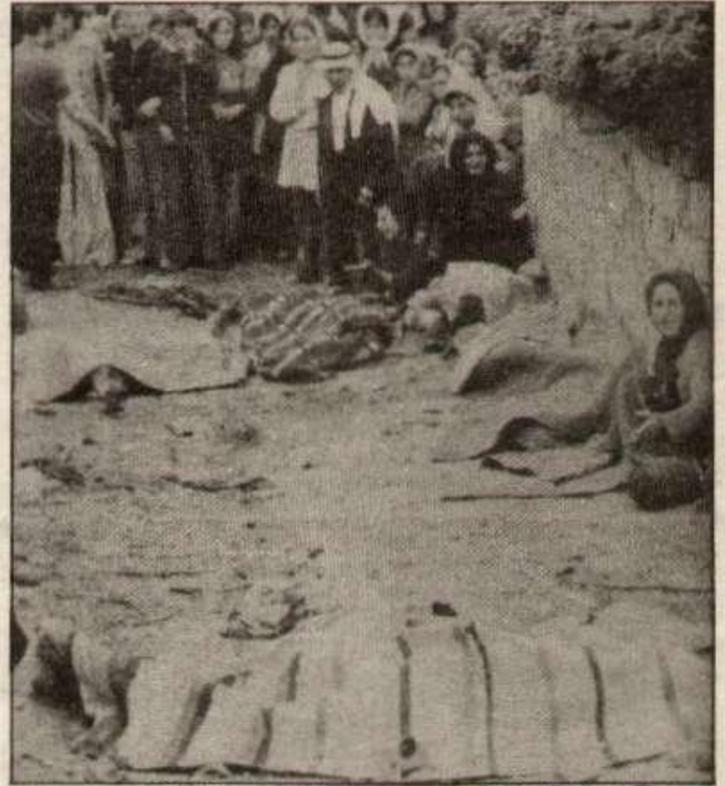
Le silence du pouvoir libanais face aux agressions a conduit les habitants du sud à concevoir leur propre défense. L'exemple de la Résistance palestinienne a acquis une grande valeur, en prouvant qu'il peut exister une force qui, malgré les moyens matériels limités dont elle dispose, ne plie pas devant l'agresseur. C'est cet exemple et les liens solides tissés par le peuple libanais avec le peuple palestinien, qui ont permis aux habitants du sud de résister, de prendre les armes contre les agresseurs. Les exemples pour la période 74-75, sont nombreux.

En janvier 75, c'est la bataille de Kfar Chouba. Ce nom a symbolisé la Résistance libano-palestinienne face à une importante attaque des sionistes. Pendant huit jours, le village, comptant 4 000 habitants, a été soumis à un bombardement ininterrompu, aux assauts des tanks, des chars, des commandos hélicoptérés, de l'aviation larguant des bombes au phosphore, et des bombes à billes, de l'infanterie procédant au dynamitage des maisons.

Contre tous ces moyens, la population libanaise de Kfar Chouba a résisté. Elle est restée dans sa grande majorité, au village, pour combattre l'agresseur, en liaison avec la Résistance palestinienne. Après le départ des sionistes, les jeunes de Kfar Chouba, soutenus par des centaines de jeunes Libanais venus d'autres points du Liban, ont commencé à reconstruire le village.

Après la guerre du Liban de 75-76, la guerre du Sud

En montrant leur vrai visage de forces entièrement dévouées à l'impérialisme, les fascistes



Le massacre de Aytaroun où les enfants furent pris pour cible par l'aviation sioniste. C'était le 12 mai 1975

libanais ont encouragé les dirigeants sionistes à agir avec eux. Dès ce moment, ils ont été utilisés par les sionistes qui les ont entraînés en Palestine occupée, envoyés à la frontière, pour commencer à constituer ce que les sionistes appellent une «ceinture de sécurité». Pendant que la guerre durait encore dans le reste du Liban en 76, les fascistes s'installaient au sud, y débarquant des forces armées. Lorsque la guerre s'est terminée, dans le reste du pays, sans que la présence de la Résistance palestinienne ait pu être liquidée, les fascistes sont intervenus pour poursuivre la guerre au sud. Depuis fin 76, jusqu'au début de 78, seules de très faibles accalmies ont eu lieu dans les combats dans cette région. Le but des sionistes, en lançant les forces de l'extrême-droite libanaise dans cette guerre contre les Libanais du sud et les Palestiniens, était d'affaiblir de façon décisive la Résistance, et de vider de sa population la région du sud, de diviser artificiellement entre villages chrétiens et villages musulmans du sud, pour faciliter l'occupation à terme, d'au moins une partie du Liban. Les sionis-

tes n'ont pas réussi dans leur entreprise de division confessionnelle, malgré toute la propagande faite autour de l'«aide» sioniste aux villages chrétiens. Ceux-ci ont été en partie désertés par leurs habitants, des jeunes chrétiens ont rejoint la Résistance et combattent avec elle contre les occupants fascistes.

L'occupation actuelle, depuis la mi-mars, d'une grande partie du Sud-Liban, favorise une plus grande solidarité entre villages de différentes confessions du sud et la Révolution palestinienne. Le départ massif des réfugiés vers le nord du Liban, contraints de quitter leurs terres, leurs maisons et tous leurs biens, peut être comparé à l'exode du peuple palestinien chassé de sa terre en 47-48. A cette différence près, que la situation politique a changé, que la Résistance organisée à l'agression se mène d'une manière très ferme et que les sionistes ont été mis en difficulté par une force combattante qui, en dépit de l'ampleur des moyens mis en œuvre par l'ennemi, est décidée à poursuivre la lutte jusqu'au bout.

Des empiètements incessants

Terres libanaises occupées par les sionistes depuis 1948 : quelques exemples

- Kfar Chouba : 3 050 donoums* en 1948, 2 300 en 1967.
- Kfar Kalfa : 4 200 donoums en 1948, où les sionistes ont installé des casernes. 200 donoums en 1965.
- Hawla : 5 000 donoums en 1948. Les paysans ne cultivent pas les terres restantes, soumises aux tirs permanents des sionistes.
- Adaïssé : 4 500 donoums en 1948, 300 en 1967.
- Miss al Jabal : 30 000 donoums en 1948, 500 en 1973.
- Ranieh : 6 000 donoums en 1948, 200 donoums en 1967, 200 en 1974 et 15 en 1975.
- Yaroun : total, 5 800 donoums entre 1948 et juin 75.
- Aïta-ach-Chaab : Total : 6 000 donoums entre 1948 et 1973.
- Yarin : 28 000 donoums entre 1948 et 1975.
- Ad-Dahira : 1 600 donoums entre 1948 et 1970.
- Blida : 20 000 donoums en 1948, 400 en 1973, 200 en mai 1975.
- Aytaroun : 5 600 donoums entre 1948 et janvier 1975.
- Maroun-al-ras : 3 600 donoums entre 1948 et 1975.
- Rmerch : 5 000 donoums en 1948.
- Alma-Chaab : 5 000 donoums en 1948.
- Nakoura : 20 000 donoums en 1948.

*Un donoum = un peu moins d'un hectare